



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026

PREAMBULE : un rappel du cadre légal

Le débat d'orientation budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

Objectifs du DOB

- Discuter des orientations budgétaires de la collectivité
- Informer sur la situation financière

Contexte juridique

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (*Art. L.2312-1, L.3312-1, L.4312-1, L.5211-36 et L5622-3 du CGCT*).

Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une formalité substantielle. Conséquence, toute délibération sur le budget qui n'a pas été précédée d'un tel débat est entachée d'illégalité

La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », promulguée le 7 août 2015, en a modifié les modalités de présentation.

Délai :

Le DOB doit être organisé dans les deux mois qui précèdent l'adoption du budget.

Le Rapport d'Orientation Budgétaire :

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre,
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

De plus, pour les communes de plus de 10 000 habitants et les EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, les départements, les régions et les métropoles, le rapport de présentation du DOB comporte également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Le rapport doit être communiqué aux membres des assemblées délibérantes en vue du débat d'orientation budgétaire, au minimum 5 jours avant la réunion pour les conseillers municipaux et 12 jours pour les conseillers départementaux et régionaux.

L'absence de communication aux membres de l'assemblée délibérante de ce rapport constitue un vice revêtant un caractère substantiel et justifie l'annulation de la délibération d'adoption du budget primitif dans la mesure où elle est intervenue à l'issue d'une procédure irrégulière.

Informations devant obligatoirement figurer dans le Rapport d'Orientation Budgétaire

Le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016, relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire, pris en application de la Loi « NOTRe », précise quelles sont les informations qui doivent obligatoirement figurer dans le Rapport d'Orientation Budgétaire ; il stipule, notamment :

- Que le rapport prévu à l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales doit comporter les informations suivantes :
 - Les orientations budgétaires envisagées par la commune (l'EPCI) portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre,

- La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme,
- Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Etant précisé que les orientations visées aux 3 alinéas précédents devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de auquel se rapporte le projet de budget.

- Que, dans les communes (EPCI) de plus de 10 000 habitants, le rapport prévu au troisième alinéa de l'article L. 2312- 1, présenté par le maire (président) au conseil municipal (conseil communautaire), comporte, au titre de l'exercice en cours, ou, le cas échéant, du dernier exercice connu, les informations relatives :
 - A la structure des effectifs ;
 - Aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;
 - A la durée effective du travail dans la commune (l'E.P.C.I.).
 - Etant précisé que ce rapport
 - présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

- peut détailler la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines de la commune.
 - peut s'appuyer sur les informations contenues dans le rapport sur l'état de la collectivité prévu au dixième alinéa de l'article 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
- Que le rapport prévu à l'article L. 2312-1 est transmis par la commune au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante. Il est mis à la disposition du public à l'hôtel de ville, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen. »

La loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022, dispose, par ailleurs, qu'à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale (ou EPCI) présente ses objectifs concernant :

- L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimée en valeur,
- L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette,

Délibération :

L'adoption d'une délibération à l'issue du débat est obligatoire, elle permet de prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire et de prémunir les collectivités contre un éventuel contentieux engagé par un tiers devant une juridiction administrative.

Compte-rendu de séance et publicité

Le DOB est relaté dans un compte-rendu de séance.

Le DOB des EPCI doit être transmis obligatoirement aux communes membres et celui des communes au président de l'EPCI dont la commune est membre dans un délai de 15 jours (décret n°2016-841 du 24/06/2016).

Dans un délai de 15 jours suivant la tenue du DOB, il doit être mis à la disposition du public au siège de l'EPCI. Le public doit être avisé de cette mise à disposition par tout moyen : site internet, publication, ... (décret n°2016-841 du 24/06/2016).

Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après leur adoption.

Le calendrier budgétaire 2026

31 décembre 2025	Clôture de l'exercice budgétaire 2025 Date limite d'adoption des décisions modificatives relatives à l'exercice N-1 (art. L.1612-11 du CGCT)
21 janvier 2026	Date limite pour l'ajustement des crédits de fonctionnement pour régler les dépenses engagées avant le 31 décembre N-1 et inscrire les crédits nécessaires à la réalisation des opérations d'ordre entre les deux sections du budget précédent (art. L.1612-11 du CGCT)
31 janvier 2026	Date limite de mandatement et d'émission des titres de recettes pour les dépenses et les recettes de la section de fonctionnement et les opérations d'ordre budgétaire au titre de N-1 (journée complémentaire)
15 avril 2026 30 avril 2026*	Date limite de vote du budget primitif après organisation d'un débat d'orientation budgétaire dans les 2 mois précédents (art. L.1612-2 du CGCT) (10 semaines pour les régions). Dans le cas où toutes les informations indispensables au vote du budget primitif ne sont pas fournies, un délai de 15 jours supplémentaires à compter de la diffusion de ces informations est accordé (art. L.1612-2 du CGCT) * pour les communes et structures intercommunales à fiscalité propre, 2026 étant une année d'élection
1^{er} mai 2026	Date limite de transmission par le receveur municipal du compte de gestion N-1 au conseil municipal pour les communes dont le budget N-1 a été réglé et rendu exécutoire par le préfet suite à un vote initial en déséquilibre (art. L.1612-9 du CGCT)
15 juin 2026	Date limite d'adoption des comptes administratifs et budgets primitifs pour les collectivités dont le budget N-1 a été réglé et rendu exécutoire par le préfet en cas de renouvellement des organes délibérants
30 juin 2026	Date limite de vote du compte administratif / compte financier unique N-1 (art. L.1612-12 du CGCT)
15 juillet 2026	Date limite de transmission du compte administratif / compte financier unique N-1 au préfet (art. L.1612-13 du CGCT)
31 décembre 2026	Clôture de l'exercice budgétaire 2026

1. CONTEXTE GÉNÉRAL

1.1. Situation internationale

L'année 2025 a été marquée par un environnement international toujours instable, tant sur le plan géopolitique qu'économique. Les tensions persistantes dans plusieurs zones du globe, conjuguées à une fragmentation des chaînes d'approvisionnement, continuent d'entretenir un climat d'incertitude. Les marchés de l'énergie, malgré une relative détente par rapport aux pics observés en 2022-2023, restent soumis à des variations importantes liées aux risques géopolitiques et aux transitions énergétiques en cours.

La croissance mondiale demeure modérée et hétérogène. Les économies avancées connaissent un ralentissement imputable à des politiques monétaires longtemps restrictives, tandis que les économies émergentes enregistrent des dynamiques contrastées. Les institutions internationales (FMI, Banque mondiale) insistent sur un risque accru de fragmentation économique, susceptible de peser durablement sur la croissance, le commerce et les investissements.

Enfin, la question climatique prend une importance croissante dans les décisions économiques internationales. Les impératifs de transition énergétique, les tensions sur les matières premières stratégiques et les épisodes climatiques extrêmes constituent désormais des facteurs déterminants dans les prévisions économiques, y compris pour les collectivités.

Monde : la croissance mondiale résiste malgré de multiples chocs

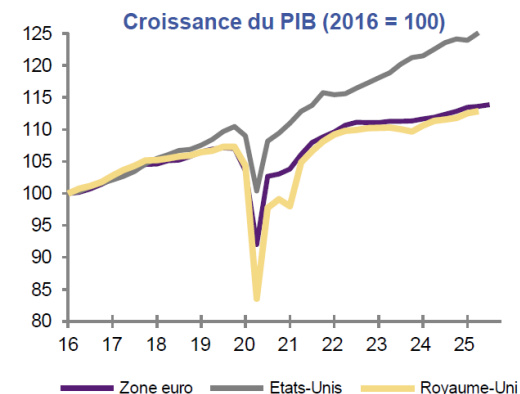
Pour les deux prochaines années, nous prévoyons une croissance mondiale en léger ralentissement, à 2,9 % en 2025 et 2,8 % en 2026, après 3,0 % en 2024. Cela reste une performance remarquable alors que l'activité fait face à de nombreux chocs, à commencer par les droits de douane de l'administration américaine.

Aux États-Unis, l'activité ralentirait à 1,8 % en 2025 et 2026, après 2,8 % en 2024, un rythme qui reste élevé. En zone euro, la croissance est attendue à 1,3 % cette année et serait quasi inchangée en 2026 (1,2 %),

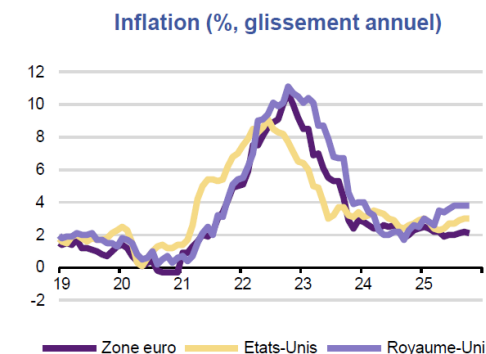
même si celle-ci ferait face à des forces contraires (relance de l'investissement en Allemagne, impact négatif des droits de douane). Au Royaume-Uni, la croissance serait proche de celle observée en zone euro (1,4 % en 2025 et 1,2 % en 2026). En Chine, l'activité resterait autour de 5 % (5 % en 2025 et 4,8 % en 2026), malgré les droits de douanes US.

Côté politique monétaire, la Fed poursuivrait son cycle de baisses de taux, tandis que la BCE s'arrêterait à 2 %. La BCE considère qu'elle est « bien positionnée » pour faire face aux différents chocs, ce qui justifie un statu quo à 2 %. La Banque d'Angleterre continuerait son cycle de baisse de taux mais à un rythme prudent compte tenu d'une inflation toujours élevée. Aux États-Unis, la Fed a commencé son cycle de baisses de taux en septembre 2025 et celui-ci se poursuivrait jusqu'en avril 2026 pour un taux terminal à 3 % (borne haute des taux Fed Funds) sur fond de ralentissement du marché du travail et malgré des risques inflationnistes liés aux droits de douane. A rebours, la Banque du Japon augmenterait une dernière fois ses taux en décembre 2025, à 0,75 %.

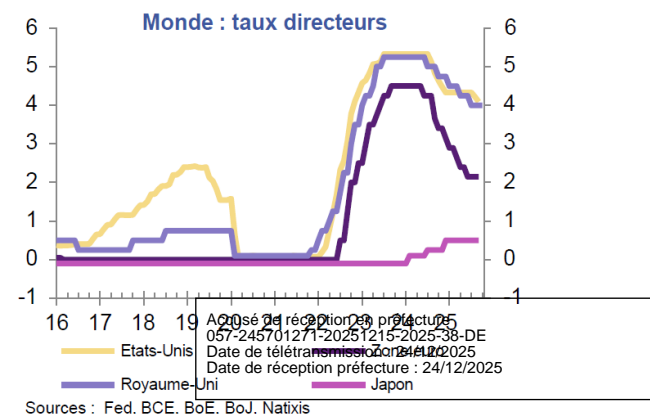
Les risques sur la croissance mondiale demeurent élevés. Les effets de la hausse des droits de douane ne sont pas encore pleinement ressentis et les tensions géopolitiques avec la Russie et au Moyen-Orient demeurent élevées. A l'inverse, une détente sur les droits de douane, la relance allemande et le virage de la défense en Europe constituent des relais de croissance qui pourraient être supérieurs à nos attentes.



Sources: LSEG Datastream, Natixis



Source: Eurostat, Natixis



Zone euro : une croissance en ordre dispersé

Scénario de croissance :

La croissance en zone euro s'établirait à 1,3 % en 2025 puis 1,2 % en 2026 après 0,8 % en 2024.

Une partie de la bonne performance de la croissance en zone euro traduit une anticipation des droits de douanes US, avec une forte hausse des exportations de biens européens vers les États-Unis au 1^{er} semestre 2025.

La croissance européenne est tirée par les pays du Sud de l'Europe avec une croissance attendue à 2,9 % en Espagne. La croissance française résiste malgré l'incertitude politique (+0,9 %), alors que l'activité reste faible en Allemagne (0,3 %) et en Italie. L'année prochaine, la croissance allemande redémarrerait (+1,3 %) sous l'effet d'un plan de relance massif, qui bénéficierait à l'ensemble de la zone euro.

Inflation :

L'inflation resterait en moyenne légèrement au-dessus de la cible de la BCE cette année, à 2,1 %, avant de fléchir plus nettement l'année prochaine à 1,7 %, sous les effets cumulés de l'appréciation de l'euro et de la baisse des prix du pétrole et du gaz.

L'inflation hors énergie et alimentation resterait un peu supérieure à 2 %, avec une inflation des services toujours élevée dans certains pays et notamment en Allemagne où le salaire minimum est attendu en hausse de 14 %.

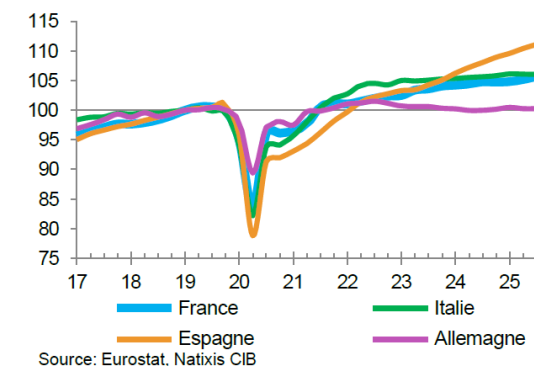
Prévisions

	Croissance du PIB (%)			Inflation (%)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Zone Euro	0,8	1,3	1,2	2,4	2,1	1,7
Allemagne	-0,5	0,3	1,3	2,5	2,2	2,3
France	1,1	0,9	1,0	2,3	1,0	1,3
Italie	0,5	0,5	1,0	1,1	1,7	1,3
Espagne	3,5	2,9	2,1	2,9	2,6	1,7

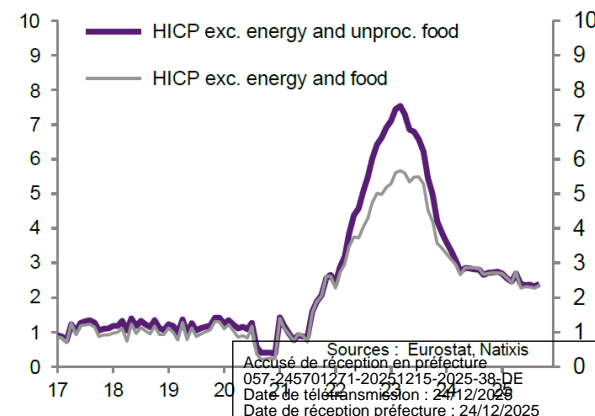
Source: Natixis CIB

14

Croissance du PIB (T1-2019 = 100)



Zone euro: Inflation ICPH et inflation sous-jacente (GA, %)



1.2. Situation économique nationale

En France, l'économie en 2025 et début 2026 se caractérise par une croissance modérée. Après plusieurs années marquées par les conséquences de l'inflation et de la hausse des taux d'intérêt, l'activité économique montre des signes d'amélioration, même si la reprise demeure fragile.

L'inflation, bien qu'en retrait par rapport à ses niveaux les plus élevés, reste au-dessus des moyennes observées au cours des années 2010. Elle continue d'alimenter une pression sur les coûts, notamment dans les secteurs liés à l'énergie, à l'alimentation, aux services publics locaux et aux marchés de travaux. Les taux d'intérêt, après une période de hausse rapide, amorcent une stabilisation, mais demeurent sensiblement supérieurs à ceux de la décennie précédente, ce qui renchérit le financement des investissements.

Le marché du travail reste porteur, avec un niveau d'emploi élevé, même si certains secteurs peinent à recruter. La contrainte salariale demeure donc significative pour les employeurs publics, du fait des revalorisations successives des grilles indiciaires et de mesures générales portant sur le point d'indice.

Par ailleurs, la France poursuit ses efforts de transition écologique et énergétique, ce qui entraîne la mobilisation de dispositifs de financement mais également l'évolution de normes environnementales impactant directement les collectivités (bâtiments publics, mobilités, urbanisme, gestion des déchets, etc.).

France : l'activité résiste à l'incertitude politique

Croissance : nos prévisions anticipent une croissance de 0,9 % en 2025 et 1,0 % en 2026.

La croissance française a été particulièrement dynamique au 3^{ème} trimestre 2025 (+0,5 % T/T) notamment grâce à la bonne performance des points forts de l'économie française, à commencer par l'aéronautique dont le rythme des livraisons continuerait d'augmenter au cours des prochains trimestres.

L'incertitude politique, qui a coûté 0,2 à 0,3 point de pourcentage de croissance en 2025, continuerait à freiner la reprise en 2026, en particulier la consommation des ménages et l'investissement des entreprises.

Inflation : nous prévoyons une inflation (IPCH) de 1,0 % en 2025 et de 1,7 % en 2026, après 2,3 % en 2024.

L'inflation française est la plus faible de la zone euro (à l'exception de Chypre), celle-ci ayant été tirée à la baisse par la baisse des prix des tarifs réglementés de l'électricité de 15 % en février 2025.

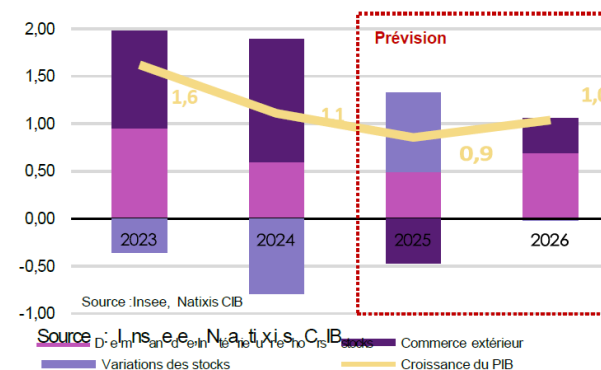
L'inflation française resterait modérée en 2026, ce qui s'explique par la baisse des prix du pétrole et du gaz et l'appréciation de l'euro, la modération des salaires dans un contexte de ralentissement de l'emploi et de croissance légèrement sous le potentiel.

Prévisions

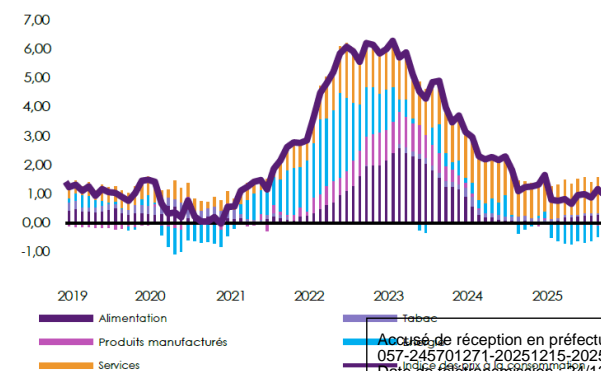
	2024	2025	2026
PIB (MA, %)	1,1	0,9	1,0
Consommation privée (MA, %)	1,0	0,4	0,6
Consommation publique (MA, %)	1,4	1,4	1,0
FBCF (MA, %)	-1,3	-0,2	0,6
Exportations (MA, %)	2,4	0,9	2,8
Importations (MA, %)	-1,3	2,2	1,7
Demande intérieure (contrib., pp)	0,6	0,5	0,7
Commerce extérieur (contrib., pp)	1,3	-0,5	0,4
Variation des stocks (contrib., pp)	-0,8	0,8	0,0
Inflation IPCH (%)	2,3	1,0	1,3
hors énergie et alim. non-transf. (%)	2,4	1,6	1,4

Source : Natixis CIB

Croissance et contribution



Inflation (IPC) et composantes



Accusé de réception en préfecture
057-245701271-20251215-2025-38-DE
Date de rétrotransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

France : le climat de l'emploi se dégrade

Coup de frein sur l'emploi

Au troisième trimestre 2025, l'emploi salarié privé a diminué de 0,3 % après +0,2 % au trimestre précédent (-60 600 emplois après +43 400 emplois). Au cours du trimestre, les contrats d'alternance ont représenté environ les deux tiers de la baisse de l'emploi salarié privé.

Sur un an, l'emploi salarié privé a baissé de 0,5 % par rapport à l'année précédente (-112 100 emplois) ; il s'agit du 4^{ème} trimestre consécutif de baisse d'une année sur l'autre après près de quatre ans d'augmentation (les emplois privés restent 1 million au-dessus de leur niveau du quatrième trimestre 2019).

Ralentissement des salaires

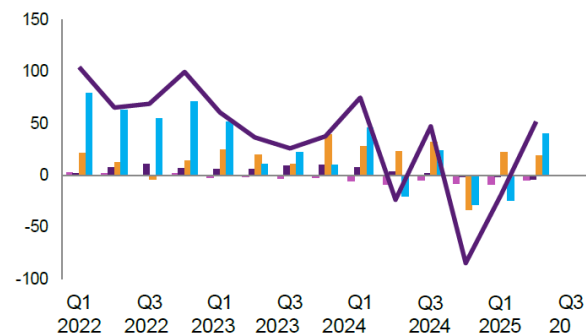
Les salaires horaires (secteur marchand non agricole) ont augmenté de 0,2 % par rapport au trimestre précédent après +0,1 % au premier trimestre, en raison d'une légère augmentation de la prime de partage de la valeur.

En glissement annuel, les salaires horaires ont légèrement ralenti à 2 %, après 2,5 % au 1^{er} trimestre.

Taux de chômage attendu en légère hausse

Le taux de chômage (BIT) est resté stable au 2^{ème} trimestre 2025 à 7,5 %. Il augmenterait légèrement en 2026, à 7,6 %, la croissance du PIB étant attendue sous son potentiel l'an prochain dans un contexte d'incertitudes politiques persistantes.

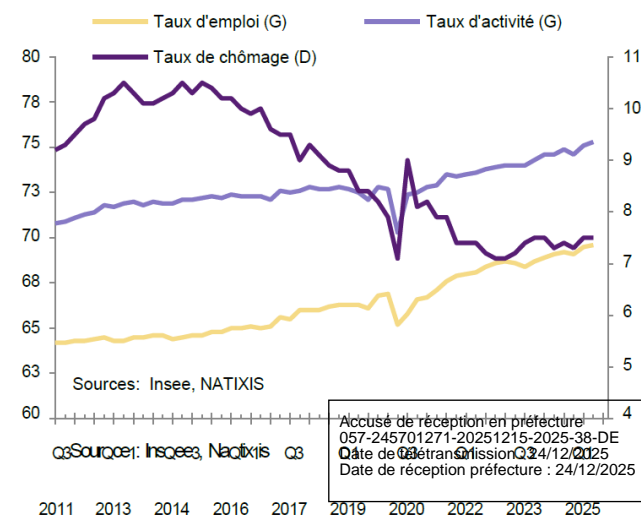
Evolution de l'emploi par secteurs
(milliers d'emplois)



Construction Industrie
tertiaire non marchand tertiaire marchand
Total

Source: Insee, Natixis

Evolution du marché du travail



Sources: Insee, NATIXIS

Accusé de réception en préfecture
057-245701271-20251215-2025-38-DE
Date de transmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

France : budget 2026 : une route semée d'embûches

Le projet de loi de finances 2026 a été soumis au Parlement le 14 octobre 2025, respectant tout juste les 70 jours de délai dont le Parlement doit disposer pour l'examiner et le voter.

Le Gouvernement anticipe un déficit public de 5,4 % cette année et de 4,7 % en 2026, une cible qui paraît ambitieuse compte tenu des nombreux aléas d'ici à l'adoption complète du budget. L'Assemblée nationale est fragmentée et les équilibres politiques demeurent fragiles, la France ayant connu 6 gouvernements depuis début 2024.

La version finale du budget sera ainsi probablement différente de celle proposée initialement par le Gouvernement, le Premier ministre ayant indiqué vouloir renoncer à l'utilisation de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution.

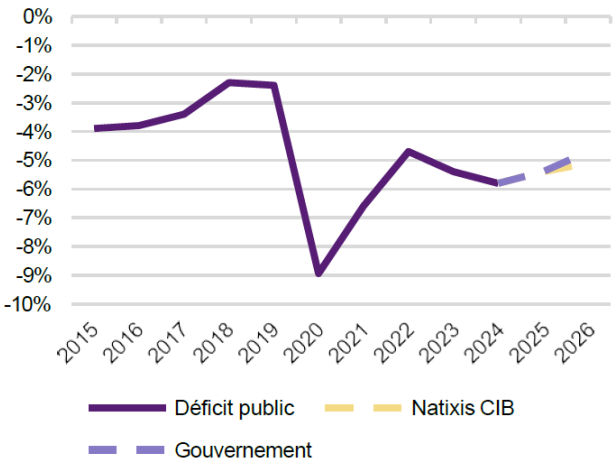
En cas de retard ou de chute du Gouvernement, une loi spéciale pourrait être mise en place dans l'attente d'un budget complet, comme cela a été le cas l'an passé. Le recours à des ordonnances est également évoqué, mais cette possibilité n'a jamais été utilisée par le passé.

Prévisions du gouvernement (% PIB sauf mention contraire)

	2024	2025	2026
Etat	-5,2	-4,3	-4,5
Organismes divers d'administration centrale	-0,1	-0,1	-0,0
Administrations publiques locales	-0,6	-0,5	-0,3
Administrations de sécurité sociale	0,0	-0,3	0,1
Solde public	-5,8	-5,4	-4,7

Sources: Projet de Loi de finances 2026

Déficit public (% PIB)



Sources: Projet de Loi de finances 2026, Natixis CIB

1.3. Evolution des finances publiques

19

Les finances publiques françaises restent marquées par un niveau d'endettement élevé. L'État a engagé un effort de maîtrise de la dépense, qui se traduit par des contraintes renforcées pesant sur les dotations et les mécanismes de financement des collectivités territoriales.

Les trajectoires de finances publiques prévoient un ajustement progressif, impliquant une vigilance accrue sur les dépenses locales. La contractualisation financière, bien que sous des formes renouvelées, demeure une perspective possible dans les années à venir, renforçant l'exigence de pilotage prudent des budgets locaux.

Les collectivités subissent également une évolution profonde de leurs ressources fiscales, notamment du fait de la disparition progressive de la fiscalité économique historique (CVAE) et de la dépendance accrue aux attributions de compensation ou aux dotations, dont l'évolution est limitée. Les tensions sur les recettes réelles de fonctionnement restent donc un enjeu majeur, dans un contexte où les dépenses obligatoires continuent d'augmenter.

1.4. Incidences pour les collectivités territoriales

Pour les intercommunalités, l'environnement économique et financier actuel se traduit par plusieurs contraintes fortes :

- **Une incertitude persistante sur les recettes**, notamment celles liées à la dynamique économique (attribution de compensation, fiscalités résiduelles, DMT0 selon les territoires).
- **Une pression à la hausse sur les dépenses de fonctionnement**, en particulier sur :
 - les charges de personnel (revalorisations statutaires, attractivité, tensions RH),
 - les dépenses d'énergie, d'alimentation, d'entretien,
 - les marchés publics de travaux et de services, impactés par l'inflation structurelle.
- **Un coût du capital plus élevé** rendant les arbitrages d'investissement plus délicats.
- **Une attente accrue de l'État envers les collectivités dans la mise en œuvre des politiques publiques nationales**, notamment en matière de mobilités, de transition écologique et de services à la population.

Dans ce contexte, la Communauté de Communes doit poursuivre un pilotage budgétaire rigoureux, articulé autour de la soutenabilité financière de ses projets, de la sécurisation de ses recettes, et d'un effort de priorisation des investissements.

Principales mesures relatives aux collectivités locales

Nous présentons, dans ce Rapport d'Orientation Budgétaire, les principales mesures concernant le secteur public local contenues dans le projet de loi de finances (PLF) pour 2026, telles qu'elles ont été présentées en Conseil des ministres le 14 octobre 2025.

Un exercice de haute voltige

Entre exigences européennes, contraintes financières, besoins économiques et absence totale de majorité, le Gouvernement ne recule pas devant l'obstacle et cherche à trouver un chemin démocratique pour la loi de finances pour 2026.

L'objectif est simple : il s'agit de ramener le déficit sous les 3 % du PIB d'ici 2027. Mais le contexte économique est lourd et fragile : la croissance demeure poussive, insuffisante autour de 1,3 % pour améliorer comptes et ratios. L'inflation reste une menace. C'est surtout l'accumulation des déficits qui pèse, sous la forme d'une dette publique qui progresse. La charge qui en résulte dépasse déjà le budget de la défense.

Plusieurs agences de notation viennent de revoir à la baisse la note de la France ce qui pèse sur les niveaux de taux et sur les spreads.

Les finances traversent un temps orageux, spécialement en France. C'est un état de fait qui doit être pris en compte dans la politique d'emprunt des collectivités : profiter des créneaux de calme...

Le secteur public territorial porte l'essentiel de l'investissement public en France. Les décideurs locaux manquent de visibilité et de lisibilité pour se projeter dans les projets nécessaires aux

transitions comme à l'attractivité et à la compétitivité des territoires.

Quel sera l'effort budgétaire demandé aux collectivités en 2026 ? 5,3 milliards € comme initialement évoqué ? 4,7 milliards € ? Moins ? En tout cas, comme les années précédentes, plus que leur poids dans le déficit et dans la dette.

La stratégie du Gouvernement ressemble à une marche sur un fil : trop d'autorité, et c'est le blocage, trop de souplesse, et le calendrier budgétaire est compromis. A voir la crispation générale, et les délais réduits, des rebondissements sont très probables : Loi de finances spéciale ? Ordonnances ? Quelle loi budgétaire et dans quel calendrier ?

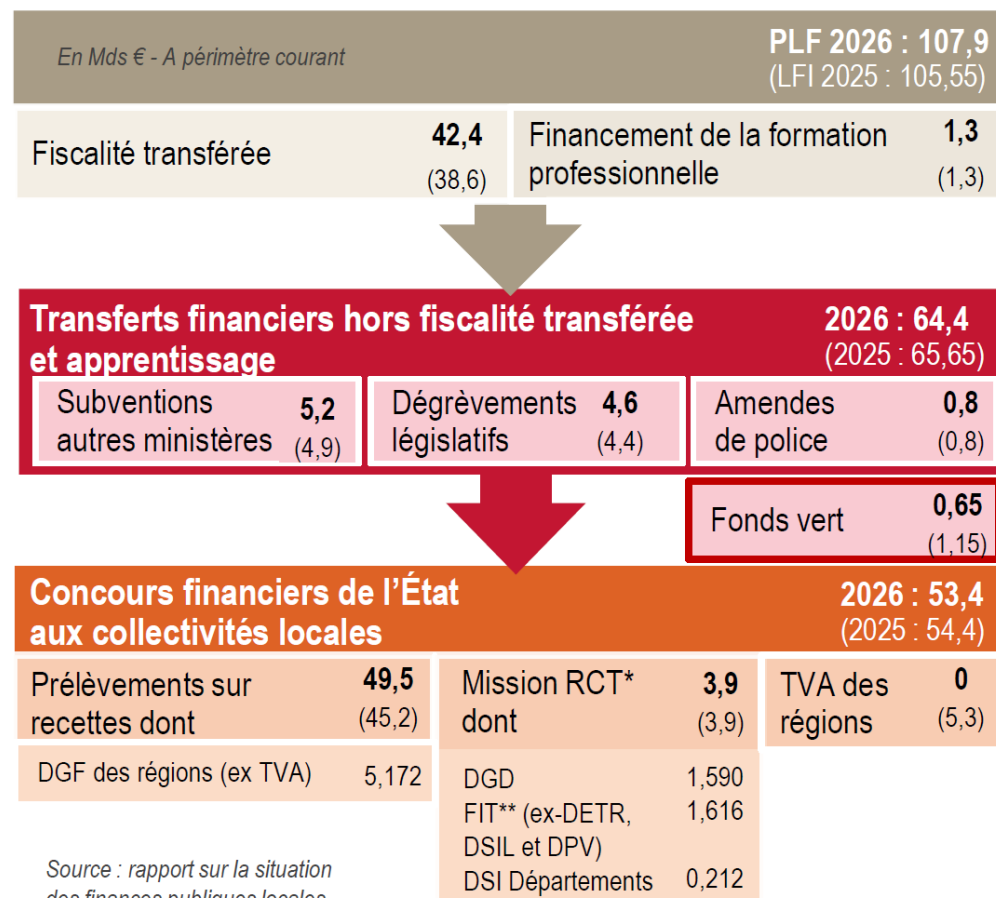
Transferts financiers de l'État aux collectivités

Ces transferts financiers incluent la totalité des concours financiers de l'État majorés des subventions des autres ministères, des contreparties des dégrèvements législatifs, du produit des amendes de police de la circulation et des radars et du fonds d'accélération de transition écologique, ainsi que la fiscalité transférée et le financement de la formation professionnelle.

Ils atteignent **107,9** milliards € hors fractions compensatrices de TVA en contrepartie de réformes fiscales (47 milliards €) dans le PLF 2026 à périmètre courant, en hausse de 3 % (+ 3 milliards €) par rapport à la loi de finances initiale (LFI) 2025.

Les concours financiers de l'État de **53,4** milliards € selon le PLF 2026 totalisent tous les prélèvements sur recettes (PSR) de l'État au profit des collectivités locales ainsi que les crédits du budget général relevant de la mission « relations avec les collectivités territoriales » (RCT*).

Ces concours financiers sont en diminution par rapport à 2025 exclusivement en raison d'une baisse des PSR. Si l'on retire la fraction de TVA affectée en 2018 aux régions, réintégrée à compter de 2026 à la DGF, ces PSR s'élèvent à 44,3 milliards € (- 2 % par rapport à 2025).



Source : rapport sur la situation des finances publiques locales – annexe au PLF 2026

Évaluation des Prélèvements Sur Recettes de l'État au profit des collectivités territoriales en 2026

Comme les années précédentes, les prélèvements opérés sur les recettes (PSR) de l'État en faveur des collectivités représentent une part prépondérante des concours financiers de l'État (environ 92 %) et également de l'ensemble des transferts aux collectivités locales (environ 46 %).

En 2026, ces PSR s'élèvent à **49,5** milliards €, en hausse par rapport à la LFI 2025. Cette évolution s'explique exclusivement par la réintégration de la fraction de TVA des régions dans la DGF.

A périmètre courant	PLF 2026 (en milliers €)	LFI 2025 (en milliers €)	Evolution PLF 2026 / LFI 2025
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	32 578 368	27 394 687	18,9%
Dotation spéciale pour le logement des instituteurs (DSI)	3 576	4 253	-15,9%
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	15 000	30 000	-50,0%
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	7 866 719	7 654 000	2,8%
Compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	896 979	710 857	26,2%
Dotation élu local (DEL)	123 506	123 506	0,0%
Collectivité territoriale de Corse	42 947	42 947	0,0%
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)	431 739	431 738	0,0%
Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)	326 317	326 317	0,0%
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)	661 186	661 186	0,0%
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGES)	2 686	2 686	0,0%
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)	1 942 323	2 411 320	-19,4%
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (DTCE)	370 104	378 004	-2,1%
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la TH sur les logements vacants	3 308	4 000	-17,3%
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	107 000	107 000	0,0%
Fonds de compensation des nuisances aéronautiques	6 822	6 822	0,0%
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (FDPTP)	164 278	214 278	-23,3%
Compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	48 021	48 021	0,0%
Collectivité territoriale de Guyane	27 000	27 000	0,0%
Régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	122 559	122 559	0,0%

Dotation globale d'autonomie de la Polynésie française	90 552	90 552	0,0%
Compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	3 501 959	4 291 099	-18,4%
Compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de CFE	3 000	3 000	0,0%
Compensation de la réforme 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la TH sur les logements vacants	33 366	33 366	0,0%
Communes nouvelles	33 201	24 400	36,1%
Compensation et du lissage des pertes exceptionnelles de recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties	17 394	3 300	427,1%

Fixation pour 2026 du montant de la DGF et des variables d'ajustement

Cet article prévoit de reconduire le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) de l'année 2025. Elle est alors fixée à **32,5** milliards € pour 2026. L'évolution de ce montant provient essentiellement :

- de la réintégration de la fraction de TVA, affectée aux régions depuis 2018, au sein de la DGF
- de la diminution de la DGF des départements à la suite de la recentralisation des compétences sanitaires dans certains départements

Concernant les variables d'ajustement, le PLF propose une minoration importante de **527** millions €, supportée par l'ensemble des niveaux de collectivités. Il reprend le montant de 487 millions € de 2025, auquel vient s'ajouter une minoration de 40 millions € venant compenser le relèvement des crédits de la dotation de solidarité aux collectivités victimes d'événements climatiques (DSEC). Les montants individuels seront calculés au prorata des recettes réelles de fonctionnement comme les années passées.

en millions €	Montants 2026
Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP)	
Bloc communal	- 50
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)	
Communes	- 128
EPCI à fiscalité propre	- 130
Départements	- 30
Régions	- 181
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (DTCE)	
Régions	- 8
TOTAL minoration	- 527

A noter également dans cet article la baisse de 25 % du PSR « Compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels ». Instauré dans le cadre de la réduction des impôts de production en 2021, il a connu un fort dynamisme entre 2021 et 2024 (+ 22 %), soit près de 800 millions €, principalement dû à la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives. Le PLF propose de maîtriser cette dynamique en ramenant ce PSR à son niveau de 2021, afin que les collectivités contribuent au redressement des finances publiques.

Répartition de la DGF (article 72 du PLF)

Dans cet article, le Gouvernement renouvelle sa volonté de favoriser les dispositifs de péréquation au sein de la DGF, afin de rendre sa répartition toujours plus équitable. Ainsi, les majorations 2025 sont reconduites pour 2026 avec une augmentation de **290** millions € des dotations de péréquation des communes : 150 millions € de dotation de solidarité rurale (DSR) et 140 millions € de dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU). Afin que le nombre de bénéficiaires soit le plus large possible, cet article renouvelle également la répartition de cette hausse de la DSR au minimum à 60 % sur sa deuxième fraction dite « péréquation », bénéficiant ainsi à la quasi-totalité des communes de moins de 10 000 habitants. La DGF étant stable, le financement de cette hausse de péréquation se fait par un prélèvement de la part « forfaitaire », c'est pourquoi un certain nombre de communes verront leur montant de DGF réduit en 2026.

La DGF des communes comprend :

- La dotation forfaitaire des communes
- La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)
- La dotation de solidarité rurale (DSR)
- La dotation nationale de péréquation (DNP)

Pour la 2^{ème} année consécutive, la dotation d'intercommunalité progressera de 90 millions € en 2026, comme stipulé dans la loi de finances pour 2024.

Concernant les départements, comme les années précédentes, la péréquation verticale est augmentée de 10 millions € en 2026, par redéploiement depuis la dotation forfaitaire départementale.

Dans cet article, le PLF rétablit une DGF pour les régions. En effet, depuis 2018, celle-ci avait été remplacée par une fraction de TVA, ressource dynamique, le produit de TVA évoluant chaque année. Toutefois, les régions n'ont bénéficié de ce dynamisme que jusqu'en 2024 puisque cette fraction a été gelée en valeur par la loi de finances pour 2025.

Cet article propose la réintégration de cette fraction de TVA dans la DGF. Le montant attribué aux régions en 2026 sera égal à celui de la fraction perçue au titre de l'année 2025.

A partir de 2027, la DGF des régions sera égale au montant perçu l'année précédente.

Par ailleurs, cet article propose plusieurs mesures de simplification afférentes à la DGF et aux dotations versées aux collectivités.

- Il précise les modalités de versement des acomptes de DGF. En effet, le processus de versement de ces acomptes n'étant pas uniforme sur l'ensemble du territoire, cet article indique qu'ils sont versés par douzième sur la base du dernier arrêté ministériel de notification DGF connu, en attendant la notification des attributions individuelles de l'année en cours.
- Il prévoit une méthode de calcul plus lisible et plus prévisible du montant de dotation pour les communes issues d'une défusion. Les attributions ou prélèvements d'une commune issue d'une défusion en année N correspondent à ceux de l'ancienne commune en N-1 répartis entre les communes défusionnées, au prorata de leur population.
- Il propose aux communes nouvelles issues de fusion de l'ensemble des communes d'un EPCI à fiscalité propre, sans adhésion à un nouvel EPCI, de ne plus indexer leur dotation de compétences intercommunales sur le taux d'évolution de la dotation de compensation des EPCI, en baisse chaque année, mais sur la dotation d'intercommunalité qui augmente chaque année de 90 millions €. Avec cette mesure, le Gouvernement poursuit son incitation à la création de communes nouvelles.

La DGF des EPCI à fiscalité propre comprend :

- La dotation de compensation
 - La dotation d'intercommunalité
- Certains groupements touristiques bénéficient en outre d'une dotation dont les montants, peu significatifs, correspondent à des données de calcul figées depuis 1993

- L'article propose également de mieux accompagner les communes perdant les fractions « bourg-centre » et « cible » de la DSR en instaurant une garantie dégressive sur 2 ans, contre 1 an actuellement. La commune percevrait alors un montant de 75 % de l'attribution auparavant perçue la première année de perte, puis de 50 % la deuxième année.

La DSR (1 des 4 parts de la DGF) comprend :

- La 1^{ère} fraction dite « bourg centre »
- La 2^{ème} fraction appelée « péréquation »
- La 3^{ème} fraction nommée « cible »

Création d'un fonds d'investissement pour les territoires (Article 74 du PLF)

Cet article propose de regrouper dans un fonds unique trois anciennes dotations d'investissement :

- la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)
- la dotation politique de la ville (DPV)
- la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL)

La création de ce fonds, dont l'attribution est confiée au préfet de département, devrait permettre de simplifier les dispositifs de soutien à l'investissement des collectivités.

Les bénéficiaires de ce fonds demeurent les collectivités rurales, mais aussi celles marquées par des difficultés urbaines :

- les communes et EPCI à fiscalité propre qualifiés de ruraux au sens de l'INSEE
- les communes et EPCI à fiscalité propre d'outre-mer respectivement de moins de 35 000 habitants et de moins de 150 000 habitants
- les communes dont la part de population vivant en quartier politique de ville (QPV) est supérieure à 10 %, ainsi que les EPCI dont elles sont membres et exerçant la compétence politique de la ville

Deux dérogations concernant les bénéficiaires existent :

- les maîtres d'ouvrages désignés par une convention signée entre une commune ou un groupement éligible et le représentant de l'Etat
- une commune ou un groupement qui n'est pas éligible mais dont la subvention a pour objet de financer un projet bénéficiant à la population d'une commune ou d'un groupement éligible

Son montant s'élèverait à **1,4** milliard € pour l'année 2026, contre 1,6 milliard € en 2025.

Nette diminution du fonds vert depuis sa création en 2023 (Article 49 du PLF)

Le PLF prévoit que le fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, appelé aussi fonds vert, soit de **650** millions € en 2026.

Pour rappel, il était de **2 milliards € en 2023** (année de création du fonds), de 2,5 milliards € en 2024 et de **1,15 milliard € en 2025**.

Modalités d'attribution du fonds de compensation de la TVA (FCTVA) (Article 32 du PLF)

Le PLF propose plusieurs adaptations du FCTVA :

- Exclure les dépenses de fonctionnement de l'assiette éligible, intégrées depuis 2016, afin de recentrer le FCTVA sur son objectif premier : soutenir l'investissement public local.
A compter de 2026, cette disposition ne permettra plus aux collectivités de prétendre à une compensation d'une partie de la TVA sur les dépenses de fonctionnement éligibles jusqu'ici (l'entretien des bâtiments publics et de la voirie, l'entretien des réseaux et enfin les fournitures de prestations de solutions relevant de l'informatique en nuage).
- Décaler d'1 an la perception du FCTVA pour les EPCI à fiscalité propre et les établissements publics territoriaux : le versement du FCTVA n'aura plus lieu l'année même de la dépense mais l'année suivante.
- Ne plus exiger la reconnaissance par décret, pour que les collectivités ayant fait l'objet d'une constatation de catastrophe naturelle puissent bénéficier du FCTVA l'année de la dépense, et ce afin de faciliter les réparations.
- Ajouter une nouvelle dépense éligible au FCTVA : la part des redevances versées aux sociétés publiques locales d'aménagement d'intérêt national correspondant au remboursement des intérêts des emprunts conclus par ces sociétés pour financer les investissements réalisés dans le cadre de la construction, la reconstruction, la réhabilitation et la rénovation d'écoles élémentaires ou maternelles de l'enseignement public.
- Instaurer une dérogation à l'automatisation de déclaration du FCTVA pour la seule part des contributions aux opérations d'urbanisme qui financent les équipements publics destinés à intégrer le patrimoine des collectivités, ces dépenses ne pouvant être identifiées au sein du numéro de compte 2764.

Réforme de la dotation de solidarité en faveur de l'équipement des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par des événements climatiques ou géologiques (DSEC) (Article 73 du PLF)

La DSEC a été créée en 2008 pour permettre à l'État de participer financièrement à la réparation des dégâts causés par des événements climatiques ou géologiques graves sur des biens considérés non assurables. Cette dotation exceptionnelle de soutien à l'investissement des collectivités peut bénéficier aux communes, aux EPCI, aux syndicats mixtes et aux départements (hors collectivités d'outre-mer).

Cet article propose aux collectivités territoriales d'outre-mer de bénéficier de la DSEC en remplacement de l'actuel fonds de secours outre-mer (FSOM), dont le volet « collectivités » sera supprimé. Cette fusion des dispositifs permettra d'harmoniser et de simplifier les dispositifs actuels.

De plus, le PLF augmente de 40 millions € cette dotation pour atteindre les 70 millions € en 2026, ceci afin de faire face à l'intensification des dégâts climatiques ayant lieu en métropole et dans les territoires d'outre-mer.

Maitrise de la dynamique de la TVA affectée aux collectivités locales (Article 33 du PLF)

Au fil des années, les collectivités locales ont perçu des fractions de TVA nationale en lieu et place de la perception d'impôts locaux (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, taxe d'habitation sur les résidences principales) ou de dotation (DGF des régions).

La compensation prend la forme d'une fraction de TVA nationale figée qui donne lieu à un montant reversé chaque année en fonction du montant de TVA nationale.

La LFI 2025 a exceptionnellement figé le montant 2025 sur le montant perçu en 2024, la dynamique de TVA est ainsi conservée sur le budget de l'État pour associer les collectivités locales à l'effort de redressement des comptes publics.

Cet article propose qu'à compter de 2026 la fraction de TVA versée à chaque collectivité locale au titre de l'année comprenne bien la dynamique de la TVA mais que cette dernière, si elle est positive, soit **minorée du taux d'inflation de l'année précédente**. Il est précisé que pour autant la dynamique ainsi calculée ne peut pas être négative.

Ajustement de la mise en œuvre de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels et de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation (Article 27 du PLF)

Valeurs locatives des locaux professionnels

La valeur locative des locaux professionnels, utilisée dans l'assiette de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de la cotisation foncière des entreprises (CFE), repose depuis 2017 sur un tarif par m² en fonction de la catégorie du local. Le prix par m² est calculé en fonction des loyers constatés par zone géographique et est mis à jour périodiquement.

Lors de la mise en œuvre de ces nouvelles modalités de calcul, trois mécanismes sont mis en place jusqu'en 2025 pour limiter les variations trop fortes (un coefficient de neutralisation, un lissage ainsi qu'un « planchonnement »*).

La nouvelle actualisation sexennale pour 2027 ne peut pas être mise en œuvre en l'état, et ce d'autant plus avec l'arrêt des trois mécanismes de correction cités ci-dessus.

Afin d'éviter des variations trop fortes, cet article propose :

- une actualisation des règles du coefficient de neutralisation
- un nouveau lissage des valeurs locatives sur 6 ans
- le prolongement du « planchonnement » pour 1 an

Valeurs locatives des locaux d'habitation

La révision des valeurs locatives des locaux d'habitation commence par un recensement des loyers pratiqués par les bailleurs afin d'établir des tarifs par m² en fonction du secteur géographique. Sur cette base, le Gouvernement doit réaliser un rapport listant les impacts de la révision avant le 1^{er} septembre 2026. Les travaux de détermination des nouvelles valeurs locatives doivent avoir lieu ensuite afin que ces dernières s'appliquent dès le 1^{er} janvier 2028.

Cette démarche étant proche de celle concernant les locaux professionnels, il est recommandé de s'en inspirer pour améliorer les démarches à réaliser. Ainsi, il est proposé de décaler de trois ans la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation pour bénéficier de suffisamment de recul :

- le recensement des loyers serait repoussé à 2028
- le rapport sur les impacts de cette révision est attendu pour le 1^{er} septembre 2029
- les nouvelles valeurs seraient utilisées dans les bases d'imposition à compte de 2031

* Planchonnement : atténuation de moitié des variations (hausse ou baisse) après application du coefficient de neutralisation.

Ajustement de divers dispositifs de compensations d'exonérations fiscales au profit des collectivités locales (Article 34 du PLF)

La LFI 2025 augmente l'abattement (de 20 % à 30 %) des terres agricoles pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties. La compensation historique prévue par l'État est fixée sur l'abattement de 20 %, ainsi pour l'année 2025 les 10 % de différence étaient une perte de ressources pour les collectivités concernées. Cet article propose de corriger cela en augmentant la compensation de l'État pour couvrir l'intégralité de l'abattement.

En contrepartie, l'État supprime deux compensations :

- la compensation de l'impôt sur les spectacles : cet impôt a progressivement vu son périmètre se réduire avant d'être supprimé en 2025. Sa compensation existait depuis 2015
- la compensation de 80% des pertes de recettes liées à l'allègement des droits de mutation sur les cessions de fonds de commerce : elle existait depuis 1993 suite au relèvement des tranches du barème d'imposition

Majoration du tarif de l'IFER pour les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque installées avant 2021 (Article 19 du PLF)

L'imposition sur les entreprises de réseaux (IFER) est composée de plusieurs parties dont une concerne les installations de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque, avec un tarif de base (8,51 €/kW en 2025) réévalué chaque année.

Un tarif réduit est appliqué (3,542 €/kW en 2025) pour les installations réalisées après le 1er janvier 2021 pour encourager la production d'énergies solaires avec des technologies récentes.

Le PLF propose la mise en place pour 3 ans d'une majoration de 7,54 €/kW du tarif de base pour les installations réalisées au plus tard le 1er janvier 2021.

Cette majoration ne devrait pas impacter les collectivités concernées car elle serait imputée sur le budget de l'État.

Verdissement de la fiscalité sur les déchets (Article 21 du PLF)

La taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) a été instituée par la loi de finances 1999 avec pour objectif d'optimiser la gestion des déchets, en favorisant tri et recyclage, et de réduire la quantité de déchets non valorisables. Elle est due par les entreprises ayant une activité polluante ou utilisant des produits polluants. Elle est constituée de quatre composantes : la TGAP sur les déchets (dangereux et non dangereux), la TGAP sur l'émission de substances polluantes, la TGAP sur les lessives et la TGAP sur les matériaux d'extraction.

La loi de finances pour 2019 a simplifié cette taxe et fixé une trajectoire d'augmentation jusqu'en 2025 qui aboutit à appliquer actuellement un tarif de 65 € par tonne de déchets enfouis et un tarif de 25 € par tonne de déchets incinérés. Afin de réduire davantage la quantité de déchets enfouis ou incinérés, le PLF prolonge cette trajectoire haussière jusqu'en 2030 impactant les entreprises assujetties et indirectement les collectivités.

De plus, le PLF prévoit également une mesure de simplification, avec l'application d'un taux de TVA à 5,5 % pour l'ensemble des prestations achetées par les collectivités en matière de collecte et de traitement des déchets, contrairement à aujourd'hui où deux taux de TVA existent : 5,5 % pour la collecte séparée, le tri et la valorisation matière et 10 % pour les autres modes de collecte et de traitement.

Enfin, cet article propose la création d'un nouvel impôt sur les emballages en plastique non recyclés. En effet, un objectif de recyclage des emballages en plastique de 50 % à horizon 2025 avait été fixé par le parlement européen en 2018. La France se situant nettement en dessous de cet objectif avec un taux de 25,9 % en 2023, paye des pénalités à l'Union Européenne.

Afin de responsabiliser les entreprises mettant sur le marché les emballages en plastique, le PLF propose cette taxe sur les emballages en plastiques non recyclés de 30 € par tonne en 2026, avec une progression jusqu'à 150 € en 2030.

Anticipation de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) (Article 11 du PLF)

La LFI 2021 avait initié l'allégement de l'imposition des entreprises françaises afin de soutenir leur compétitivité, notamment en divisant par deux le taux de CVAE.

La LFI 2023 a été plus loin en supprimant progressivement la CVAE pour les entreprises (taux 2023 réduit puis suppression complète en 2024). Du côté des collectivités (départements et bloc communal), la perte de CVAE est effective dès 2023 et compensée par une fraction de TVA nationale, la part de CVAE perçue à partir de 2023 étant affectée au budget de l'État.

La LFI 2024 a aménagé la suppression de la CVAE avec une réduction progressive du taux maximum (0,28 % en 2024, 0,19 % en 2025 et 0,09 % en 2026) pour une suppression totale en 2027.

La LFI 2025 reporte de trois ans la suppression de la CVAE : le taux maximum 2024 est conservé jusqu'en 2027 (0,28 %), avant la diminution progressive (0,19 % en 2028 et 0,09 % en 2029) pour une suppression totale en 2030.

Comme pour les LFI précédentes, cet article n'impacte pas les collectivités puisqu'il ne propose pas de retour arrière sur l'affectation de la CVAE au budget de l'État.

La proposition faite dans cet article impacte les entreprises car la suppression de la CVAE est anticipée par rapport à la mesure de la LFI 2025 : au lieu d'intervenir en 2030, la disparition serait pour l'année 2028. Ainsi, le taux maximum sera de 0,19 % en 2026 puis de 0,09 % en 2027.

Par conséquent, le plafonnement de la contribution économique territoriale (CFE + CVAE) est adapté aux modifications de taux de la CVAE, il diminue aussi progressivement pour ne porter que sur la CFE à partir de 2028.

Ajustement du fonctionnement du DILICO* 1 instauré en 2025 (Article 75 du PLF)

Pour rappel, la LFI 2025 crée un dispositif de lissage conjoncturel d'1 milliard € afin d'associer les collectivités au redressement des finances publiques : 2 127 collectivités ont été sollicitées.

Ce dispositif repose sur le prélèvement de ressources fiscales versées aux collectivités territoriales et à leurs groupements à fiscalité propre, ces contributions étant ensuite mises en réserve sur le budget de l'État puis reversées. Les collectivités ponctionnées récupéreront 90 % de cette contribution par tiers sur trois années (2026, 2027 et 2028) au prorata de leur contribution, dans la limite de leur versement, et les 10 % restant serviront à la péréquation (à travers le FPIC** pour les communes et EPCI à fiscalité propre, le fonds national de péréquation des DMTO*** pour les départements et le fonds de solidarité régional pour les régions).

Le PLF 2026 vient préciser que la mise en œuvre du DILICO en 2025 avec les versements prévus entre 2026 et 2028 ne sont pas conditionnés par l'existence de nouveaux prélèvements sur ces mêmes années.

Nouveau DILICO* 2 pour l'année 2026 (Article 76 du PLF)

Cet article du PLF 2026 renouvelle la mise en œuvre du dispositif de lissage mais avec quelques ajustements d'où la dénomination de DILICO 2. L'objectif reste le même, associer les collectivités au redressement des finances publiques, mais avec de nouvelles modalités :

- le montant passe d'1 à 2 milliards €
- le prélèvement est opéré en priorité sur les douzièmes de fiscalité et / ou sur les fractions de TVA, mais également si insuffisant sur les attributions de DGF et le PSR « locaux industriels »
- la part dédiée à la péréquation, et non reversée aux collectivités, passe de 10 à 20 %
- les versements ne sont plus lissés sur 3 ans (90 % soit 30 %/an) mais sur 5 ans (80 % soit 16 %/an)
- la mise en œuvre des versements est conditionnée :
 - en intégralité si l'évolution des dépenses de fonctionnement et d'investissement (hors emprunts et dettes assimilées) du budget principal entre les comptes de clôture 2024 et 2025 est inférieure ou égale à l'évolution du PIB. Ce comparatif est réalisé au niveau des catégories de collectivités.
 - partiellement si cette même évolution des dépenses est inférieure ou égale à l'évolution du PIB +1 %. Ce versement est pondéré de la différence entre les deux évolutions comparées et individualisé par collectivité (et non sur l'ensemble de la catégorie de collectivités).

* DILICO : dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales

** FPIC : Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales

*** DMTO : Droits de mutation à titre onéreux

Les contributions du DILICO 2 demeurent en trois parties mais les modalités pour définir les collectivités contributrices sont partiellement revues pour les communes et les EPCI à fiscalité propre.

720 millions € pour les communes et **500 millions €** des EPCI à fiscalité propre 1^{ère} contribution sur les ressources fiscales du bloc communal

37

Pour les communes, un indice synthétique de ressources et de charges est calculé et composé ainsi : 75 % du rapport entre le potentiel financier par habitant de la commune et le potentiel financier moyen par habitant des communes et 25 % du rapport entre le revenu moyen par habitant de la commune et le revenu moyen par habitants des communes.

Les communes contributrices sont celles dont l'indice synthétique est supérieur à 100 % (110 % en 2025) de l'indice moyen des communes.

Pour les EPCI à fiscalité propre, le calcul de l'indice est équivalent mais le potentiel fiscal est pris en compte à la place du potentiel financier des établissements.

Les EPCI contributeurs sont ceux dont l'indice synthétique est supérieur à 80 % (110 % en 2025) de l'indice moyen des établissements.

Les 720 millions € sont répartis entre les communes contributrices en fonction de leur population multipliée par l'écart relatif entre l'indice de la commune et 100 % de l'indice moyen des communes, à l'exception de quelques communes. Le calcul pour les 500 millions € des EPCI à fiscalité propre est fonction de leur population multipliée par l'écart relatif entre l'indice de l'EPCI et 80 % de l'indice moyen des EPCI.

La contribution des communes ne peut dépasser 2 % des recettes réelles de fonctionnement du compte de clôture 2023 du budget principal et elle ne sera pas due si elle est inférieure à 1 000 € : dans ces deux cas, l'ajustement est réalisé sur la contribution supportée par les autres communes.

La contribution de chaque EPCI ne peut dépasser 2 % des recettes réelles de fonctionnement du compte de clôture 2023 du budget principal et lorsqu'elle dépasse ce plafond, la différence est répartie entre les autres EPCI contributeurs.

280 millions €

2^{ème} contribution sur les ressources fiscales des départements, de la ville de Paris, de la métropole de Lyon, de la collectivité de Corse et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique

Les contributrices sont les collectivités dont l'indice de fragilité sociale est inférieur ou égal à l'indice médian de ces collectivités.

La contribution est répartie entre les collectivités contributrices en fonction de leur population multipliée par l'écart relatif entre l'indice de fragilité social médian des collectivités et leur indice de fragilité sociale.

Leur contribution individuelle ne peut pas dépasser 2 % des recettes réelles de fonctionnement du budget principal et lorsqu'elle dépasse ce plafond, la différence est répartie entre les autres collectivités contributrices.

Les départements éligibles au fonds de sauvegarde des départements ne sont pas concernés par la contribution à ce dispositif.

500 millions €

3^{ème} contribution sur les ressources fiscales des régions, de la collectivité de Corse et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique

La contribution de chaque collectivité, si elle est contributrice au fonds de solidarité régional (FSR), est répartie dans les mêmes conditions que celles prévues pour le FSR, sans qu'elle ne puisse excéder 2 % des recettes réelles de fonctionnement du budget principal et lorsqu'elle dépasse ce plafond, la différence est répartie entre les autres collectivités contributrices.

Lorsqu'une collectivité est concernée par deux parts de contribution, un coefficient individualisé s'applique pour chaque part afin de respecter un plafond total de 2 % de ses recettes réelles de fonctionnement.

Données complémentaires 2026

Point d'indice de la fonction publique (1^{er} juillet 2023)

Valeur mensuelle : 4,92 €

Montant annuel (indice 100) : 5 907,34 €

Coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs

locatives 2026 : 1 % (prévisions)

2025 : 1,7 %

2024 : 3,9 %

2023 : 7,1 %

2022 : 3,4 %

Les informations contenues dans ce document ont été établies sur des sources considérées comme fiables par le Groupe BPCE. Le Groupe BPCE ne garantit en aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes et se réserve le droit de les modifier sans en prévenir quiconque.

La reproduction partielle ou totale du présent document doit s'accompagner de la mention Groupe BPCE.

2. Situation financière de la Communauté de Communes

2.1 Synthèse rétrospective 2021–2025

(Les résultats 2025 sont **estimatifs**, l'exercice n'étant pas encore achevé.)

41

2.1.1 Tableau comparatif de fonctionnement 2021–2025

Année	Recettes réelles (€)	Dépenses réelles (€)	Épargne brute (€)	Commentaire
2021	12 193 631	11 191 502	1 002 129	Situation excédentaire confortable
2022	11 480 120	10 678 635	801 484	Léger repli de l'épargne
2023	12 390 073	11 166 434	1 223 640	Meilleur niveau d'épargne de la période <i>avant correction amortissements</i> (minoration des amortissements)
2024	13 368 409	13 001 230	367 179	Forte hausse des dépenses, dont surcharge exceptionnelle d'amortissements
2025 (estimatif)	12 853 000	12 631 465	221 535	Nouvelle contraction de l'épargne brute

Précision importante concernant 2023 et 2024 : Amortissements décalés

Une partie des amortissements qui auraient dû être imputés en **2023**, pour un montant de **828 207,64 €**, a été enregistrée en **2024**.

Ce décalage comptable a eu deux effets significatifs :

Sur 2023 :

- Les dépenses de fonctionnement apparaissent **artificiellement plus faibles**,
- L'épargne brute 2023 est **surestimée**.

Sur 2024 :

- Les dépenses apparaissent **artificiellement plus élevées**,
- L'épargne brute 2024 est **fortement dégradée**, indépendamment de la seule dynamique réelle des charges.

👉 **Conclusion :** Pour analyser correctement la trajectoire financière, il convient de **neutraliser intellectuellement cet effet exceptionnel**, afin de ne pas surestimer la performance 2023 ni sous-estimer la situation 2024.

2.1.2 Principales tendances consolidées 2021–2025

Poste analysé	Constat	Commentaire
Dépenses de fonctionnement	+13 %	Masse salariale, inflation, amortissements
Recettes de fonctionnement	+5 %	Dynamique plus modérée, dotations en baisse
Masse salariale	+73 %	Effet GVT + recrutements + revalorisations nationales
Charges générales	+48 %	Hausse coûts énergie, marchés, prestations
Dotations	en baisse	Érosion annuelle en valeur réelle
Épargne brute	divisée par 4 (hors effet amortissements)	Marges financières fortement réduites
Effet amortissements 2023/2024	exceptionnel	À prendre en compte pour interpréter correctement les résultats

2.1.3 Endettement

L'endettement de la Communauté de Communes reste mesuré et permet de conserver des marges de manœuvre pour les projets à venir. Les points à souligner sont :

- un **encours de dette maîtrisé**, en cohérence avec la capacité d'autofinancement ;
- une **durée de désendettement** située dans une zone de vigilance acceptable, mais à surveiller compte tenu de la remontée des taux ;
- des **annuités de dette supportables**, permettant d'envisager des levées de nouveaux emprunts pour les investissements structurants ;
- une **structure de dette entièrement à taux fixe**, limitant le risque financier.

Les ratios financiers sont globalement satisfaisants, bien que la dynamique des dépenses de fonctionnement impose une vigilance accrue pour préserver un niveau d'autofinancement compatible avec les ambitions de la collectivité.

**UNE ANALYSE COMPLETE DE LA DETTE EST PRESENTEE A LA FIN DU PRESENT
RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES**

2.2 Conclusion

La période 2021–2025 montre une érosion progressive de l'épargne brute, liée à une hausse plus rapide des dépenses que des recettes. L'année 2024 est marquée par un **effet exceptionnel** lié au rattrapage d'amortissements, mais même corrigée de cet élément atypique, la trajectoire reste tendue.

Ces constats justifient pleinement les orientations 2026 :

- maîtrise des charges,
- sécurisation des recettes,
- mobilisation des subventions,
- priorisation des investissements.

3. Orientations budgétaires 2026

3.1. Priorités politiques et stratégiques

L'année 2026 s'inscrit dans un contexte exigeant, marqué par la nécessité d'assurer la continuité des services à la population tout en accompagnant les transitions structurelles du territoire.

Dans le cadre de l'élaboration du budget 2026, la Communauté de Communes souhaite poursuivre son engagement en faveur d'un développement harmonieux et durable de notre territoire. Dans un contexte marqué par des défis économiques, sociaux et environnementaux, notre collectivité affirme sa volonté de structurer son action autour de priorités stratégiques claires et cohérentes avec les attentes de nos habitants.

Elle souhaite également poursuivre et amplifier son ambition de solidarité à l'égard de ses communes membres pour leur permettre de mener à bien les projets d'investissement qu'elles souhaitent engager au bénéfice de leur territoire et de leurs habitants.

La raréfaction des co-financements accessibles aux projets communaux a, en effet, renforcé la nécessité de poursuivre et de développer la mise en œuvre des dispositifs d'attribution de fonds de concours déjà mis en place dans le cadre du pacte financier et fiscal passé entre la Communauté de Communes et ses communes membres.

C'est ainsi que la Communauté de Communes apporte déjà son soutien aux projets d'investissement des communes dans les domaines relevant de la transition écologique.

Cette politique de fonds de concours amplifiée, visera à constituer pour les communes du territoire un véritable levier financier dans le portage de leurs projets, notamment dans les domaines de la santé, de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite et de l'aménagement urbain.

Dans un contexte de mutations économiques, sociales et environnementales, notre Communauté de Communes doit, par ailleurs, affirmer son ambition d'un territoire dynamique, accueillant et compétitif.

L'attractivité territoriale est aujourd'hui un levier essentiel pour assurer le développement économique, favoriser l'implantation d'entreprises, attirer de nouveaux habitants et garantir la qualité de vie de nos concitoyens.

Les orientations budgétaires proposées visent à répondre à ces différents enjeux tout en garantissant l'équilibre financier de la Communauté de Communes tout en soutenant les grands projets stratégiques.

3.1.1 POURSUIVRE LES ACTIONS ENGAGEES EN FAVEUR DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE DU TERRITOIRE

48

Face aux défis environnementaux majeurs de notre époque, la Communauté de Communes, qui entre dans la deuxième moitié de la mise en œuvre de Plan Climat Air Energie Territorial (PACET) affirme sa volonté de poursuivre et d'accélérer les transitions, en inscrivant cette ambition au cœur des orientations budgétaires pour 2026.

Les orientations 2026 s'articulent autour de trois axes majeurs :

3.1.1.1 Poursuivre et renforcer les actions déjà engagées dans le domaine de la transition écologique,

- En poursuivant la mise en œuvre du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET),
- En poursuivant la mise en œuvre du Contrat d'Objectifs Territorial (COT) dont le programme d'actions a été adopté par le Bureau Communautaire

3.1.1.2 Soutenir financièrement les investissements contribuant à la réduction des consommations énergétiques des bâtiments appartenant aux communes membres (audits, travaux de performance énergétique, modernisation des équipements).

En pérennisant le fonds vert local qui regroupe maintenant, en une seule enveloppe,

- des dispositifs déjà existants : fonds de concours pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique, fonds de concours pour la renaturation des villes tous les projets d'investissement qui participent à la lutte ou à l'adaptation au changement climatique.
- Et, maintenant, tous les projets d'investissement qui participent à la lutte ou à l'adaptation au changement climatique (travaux liés au confort d'été, projets de végétalisation, plantation d'arbres et désimperméabilisation, projets de préservation de la ressource en eau, exemple : l'installation de récupérateurs d'eau de pluie sur les équipements municipaux, verdissement des flottes de véhicules, projets visant la protection de la biodiversité,)

3.1.1.3 poursuivre et renforcer les actions de sensibilisation aux enjeux de transitions et d'animations territoriale auprès des scolaires et du grand public,

la Communauté de Communes a procédé, à cet effet, à une nouvelle organisation des services communautaires avec la création :

- **d'un pôle destiné à mettre en œuvre les politiques de transition, de les animer et de les accompagner,**
- **d'une « Maison des Transition et du Vivant » (le « Cap'Orne»), qui offre tout au long de l'année un programme d'animations, de conférences, de rencontres et d'expositions proposés autour de différentes thématiques des « transitions » : Transition énergétique, déplacements, nature en ville, préservation de la forêt, tri des déchets, consommation et alimentation responsables, initiatives sociales, solidaires et culturelles.**

Cette Maison des Transitions et du Vivant joue un rôle essentiel dans l'accompagnement et la facilitation des transitions. Proche des habitants et des acteurs locaux, elle dispose d'une connaissance fine du territoire lui permettant de définir des stratégies adaptées et concrètes. Par la mise en place de dispositifs d'accompagnement et d'outils de concertation, elle favorise l'innovation, soutient les initiatives locales et créent les conditions nécessaires à la réussite des projets. En coordonnant les acteurs et en mobilisant les ressources, elles deviennent ainsi des catalyseurs de changement au service d'un développement durable et harmonieux du territoire.

En 2026, il conviendra de pérenniser et de renforcer le rôle de cette Maison des Transitions et du Vivant

3.1.1.4 Accélérer la transition dans le domaine de la santé

en accompagnant les communes dans le développement des maisons de santé : un levier pour renforcer l'offre de soins

Pour donner corps à ces engagements, la Communauté de Communes mobilisera des ressources budgétaires adaptées, tout en recherchant activement des financements complémentaires (État, Région, Europe).

Par ailleurs, la transition de notre territoire ne pourra être pleinement efficace qu'avec l'implication des acteurs locaux et des citoyens. Des concertations seront menées afin de favoriser une gouvernance partagée et d'associer le plus grand nombre à la définition et à la mise en œuvre des actions, en y associant, notamment, le Conseil de Développement.

En inscrivant la transition de notre territoire comme une priorité budgétaire, la Communauté de Communes s'engage dans une dynamique ambitieuse et pragmatique, porteuse d'un avenir plus durable pour notre territoire et ses habitants.

La priorité donnée à la transition de notre territoire est le fil rouge de l'action de la Communauté de Communes pour continuer de répondre aux multiples défis environnementaux. Cela nécessite un effort d'adaptation pour construire la ville durable de demain dans le cadre d'une transition écologique raisonnée. La démarche est progressive et équilibrée.

3.1.2 APPORTER UN SOUTIEN RENFORCE AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU TERRITOIRE

52

Forte de son passé industriel et de son dynamisme actuel, la Communauté de Communes du Pays Orne Moselle est lauréate de « Territoires d'Industrie 2 » en partenariat avec 9 autres EPCI du Nord Lorraine.

Le sens de ce dispositif est d'accompagner une « réindustrialisation » des territoires en soutenant les projets d'investissements des entreprises, sur 4 axes d'interventions :

Lever les freins au
recrutement et
**DÉVELOPPER LES
COMPÉTENCES**
dans des territoires
industriels attractifs

Faire des territoires des
**ÉCOSYSTÈMES
D'INNOVATION
AMBITIEUX**

Accélérer la
**TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET ÉNERGÉTIQUE**
des Territoires d'industrie

Mobiliser un
**FONCIER INDUSTRIEL
ADAPTÉ**
aux enjeux et besoins
des industriels comme
des collectivités

Ce dispositif constitue un potentiel d'investissements élevé pour les entreprises de notre territoire qu'il conviendra d'accompagner dans leurs démarches.

Quand bien même les pistes de financements nationaux se tarissent, une opportunité est à saisir pour renforcer notre plus-value en termes d'ingénierie financière et affirmer les ambitions de notre territoire.

Nous pouvons relier aux 4 axes de « Territoires d'Industrie 2 » l'ensemble de nos actions de développement économique permettant d'élargir notre attractivité, d'asseoir notre leadership territorial et de garantir une meilleure lisibilité de nos actions nouvelles.

L'enjeu pour notre Communauté de Communes est d'être identifiée comme l'interlocuteur facilitateur de projets aussi bien pour les collectivités que pour les entreprises en amont des défis s'annonçant à l'horizon 2030.

3.1.2.1 Poursuivre et développer notre soutien aux entreprises

Dans un contexte économique en constante évolution, la Communauté de Communes réaffirme sa volonté de soutenir le développement économique local en poursuivant et en renforçant ses dispositifs d'aides aux entreprises, avec ses partenaires (« Moselle Attractivité », « Réseau Initiative Lorraine Nord »,...) ,

L'attractivité du territoire et l'accompagnement des acteurs économiques constituent en effet des leviers essentiels pour favoriser l'emploi, l'innovation et la résilience du tissu entrepreneurial.

En partenariat avec, entre autres, **Moselle Attractivité, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat et la Chambre de Commerce et d'Industrie**, nous entendons amplifier nos actions en faveur des entreprises, qu'il s'agisse de soutien à la création, à la reprise ou au développement d'activités. Cela passe notamment par l'accompagnement personnalisé des porteurs de projets, la mise en réseau des acteurs économiques, ainsi que le déploiement de dispositifs financiers adaptés aux besoins du territoire.

Dans cette perspective, notre engagement se traduira par :

- **Le renforcement des dispositifs d'aides financières** (abaissement de prix du foncier, prise en charge d'infrastructures) pour soutenir les investissements des entreprises et favoriser leur implantation sur notre territoire.
- **L'aide à l'immobilier d'entreprise**, dans le respect du cadre réglementaire fixé par le Code Général des Collectivités Territoriales.
- **L'accompagnement des porteurs de projets** à travers des conseils et des outils adaptés pour structurer et sécuriser leur développement.
- **La promotion du territoire** afin d'attirer de nouvelles entreprises et de valoriser le dynamisme économique local.

Simplifier, faciliter et rendre plus lisible notre accompagnement dans les projets d'implantation ou de développement d'activités économiques sur notre territoire est une nécessité.

En effet, dans un contexte de concurrence accrue entre les territoires pour attirer et soutenir les entreprises, il est essentiel d'offrir un accompagnement clair, accessible et efficace aux porteurs de projets et aux entreprises souhaitant s'implanter ou se développer sur notre territoire.

Aujourd'hui, les dispositifs d'aides, les démarches administratives et les interlocuteurs multiples peuvent constituer un frein à l'aboutissement de ces projets. Afin de renforcer notre attractivité et de répondre aux attentes des acteurs économiques, nous devons simplifier et rendre plus lisible notre action en matière d'accompagnement.

L'objectif est de structurer une offre de services cohérente et visible, en clarifiant les dispositifs existants et en optimisant leur articulation. Cela passe notamment par

- une meilleure coordination entre les différents acteurs du développement économique (services communautaires, partenaires institutionnels, chambres consulaires, réseaux d'entreprises, etc.),
- et une communication renforcée et plus accessible sur les opportunités et dispositifs de soutien disponibles.

En adoptant cette démarche, nous souhaitons renforcer l'attractivité de notre territoire, faciliter la concrétisation des projets économiques et favoriser la création de richesse et d'emplois locaux.

En investissant dans l'attractivité économique et l'accompagnement des entreprises, la Communauté de Communes agit pour un développement équilibré et durable, au service des acteurs économiques et de l'emploi local.

3.1.2.2 Accompagner la mise en place de nouvelles offres de formations répondant aux besoins de recrutements de nos entreprises

Accompagner le développement de nouvelles offres de formation adaptées aux besoins des entreprises (notamment celles qui vont s'implanter sur notre territoire au cours des prochaines années) et particulièrement sur les métiers en tension et les métiers d'avenir.

L'attractivité économique de notre territoire repose en grande partie sur notre capacité à répondre aux besoins en compétences des entreprises, qu'elles soient déjà implantées ou en cours d'installation. Or, plusieurs secteurs rencontrent aujourd'hui des difficultés de recrutement, notamment dans les métiers en tension et les métiers d'avenir.

Face à ce constat, la Communauté de Communes doit jouer un rôle actif dans l'accompagnement de la mise en place de nouvelles offres de formation adaptées aux besoins du marché du travail local. Cette démarche s'inscrit dans une logique de partenariat avec les acteurs de la formation (établissements scolaires, centres de formation, universités, organismes professionnels) et les entreprises afin d'anticiper les évolutions des compétences et de favoriser l'insertion professionnelle des habitants.

L'objectif est double : d'une part, proposer des parcours de formation permettant aux jeunes et aux demandeurs d'emploi de se positionner sur des opportunités locales et, d'autre part, offrir aux entreprises les ressources humaines qualifiées dont elles ont besoin pour se développer durablement. Cet engagement constitue ainsi un levier stratégique pour renforcer l'emploi local et consolider l'attractivité économique du territoire.

Pour concrétiser cette ambition, plusieurs actions seront envisagées :

- Un travail d'identification des besoins précis des entreprises en lien avec les filières économiques stratégiques du territoire.
- La mise en place de dispositifs de formation en alternance ou en apprentissage pour favoriser l'adéquation entre formation et emploi.
- Le soutien à l'émergence de formations innovantes, en lien avec les métiers d'avenir et la transition écologique.
- La mobilisation des financements et des dispositifs d'accompagnement permettant aux publics concernés d'accéder plus facilement à ces formations.

Cette priorité, inscrite dans le cadre du budget 2026, vise ainsi à renforcer notre attractivité territoriale et à garantir un développement économique équilibré et durable.

3.1.2.3 Accompagner le développement de nouvelles filières de réemploi des matières, touchant tous les secteurs d'activités

Face aux défis environnementaux et économiques actuels, le développement de nouvelles filières de réemploi des matières constitue une priorité stratégique pour notre territoire. Cette approche vise à réduire la consommation de ressources naturelles, à limiter la production de déchets et à encourager l'émergence d'une économie circulaire dynamique et créatrice de valeur.

Le réemploi des matières concerne l'ensemble des secteurs d'activité et ouvre des perspectives d'innovation majeures, tant pour les entreprises locales que pour les acteurs publics et associatifs. Il s'agit d'accompagner l'émergence de nouveaux modèles économiques fondés sur la récupération, la transformation et la réutilisation des matériaux, en favorisant la coopération entre les différents acteurs du territoire.

Cet engagement se traduira par le soutien à des projets de valorisation des ressources, la structuration de filières adaptées aux besoins locaux et l'accompagnement des initiatives innovantes, qu'elles soient industrielles, artisanales ou solidaires. En mobilisant les compétences et en favorisant les synergies entre entreprises, collectivités et citoyens, cette dynamique doit permettre de créer des emplois durables, de renforcer l'attractivité du territoire et d'inscrire notre développement dans une logique plus responsable.

Dans ce cadre, notre collectivité jouera un rôle d'impulsion et de coordination, en facilitant les coopérations, en encourageant les expérimentations et en intégrant ces enjeux dans ses politiques publiques. L'objectif est clair : faire du réemploi des matières un véritable levier de transition écologique et de développement économique pour notre territoire.

Dans un contexte marqué par la nécessité d'une transition écologique ambitieuse et de la recherche de nouvelles dynamiques économiques locales, le développement des filières de réemploi des matières constitue une orientation stratégique majeure pour notre territoire. Touchant l'ensemble des secteurs d'activité, cette démarche ouvre des perspectives en matière d'innovation, de création d'emplois et de structuration de nouveaux projets économiques.

Cette ambition s'inscrit pleinement dans la mise en œuvre du **Contrat d'Objectif Territorial (COT) que nous menons avec l'ADEME**, qui intègre un **volet dédié à l'économie circulaire**. Ce contrat constitue un cadre structurant pour accompagner les acteurs locaux dans la mise en place de solutions concrètes en faveur du réemploi et de la valorisation des ressources. L'objectif est d'encourager les synergies entre entreprises, collectivités et structures de l'économie sociale et solidaire afin de développer des chaînes de valeur locales, réduire l'impact environnemental des activités économiques et favoriser l'émergence de nouveaux modèles économiques vertueux.

Par ailleurs, cette orientation est **étroitement liée à notre stratégie de diminution des déchets**, menée dans le cadre de notre **compétence « déchets ménagers »**.

La réduction des déchets à la source, le développement du réemploi et du recyclage constituent des axes majeurs de cette politique, en cohérence avec les objectifs nationaux et européens en matière de gestion durable des ressources.

L'essor des filières de réemploi s'inscrit ainsi dans une logique plus large d'optimisation du cycle de vie des matières, permettant de limiter les tonnages de déchets produits, de diminuer l'impact environnemental de leur traitement et de maîtriser les coûts liés à leur gestion.

Le croisement entre ces trois dynamiques – **l'appui au développement des filières de réemploi, la mise en œuvre du COT et la stratégie territoriale de réduction des déchets** – nous permettra d'amplifier l'impact des politiques publiques en matière de transition écologique, tout en renforçant l'attractivité et la résilience de notre territoire.

3.1.2.4 Accompagner les porteurs de projets à travers des conseils et des outils adaptés pour structurer et sécuriser leur développement et insuffler une culture entrepreneuriale notamment auprès des jeunes.

Avec la création du pôle entrepreneurial « Le Phoenix », la CCPOM va devenir un acteur clé pour la création d'emplois et le soutien à l'entrepreneuriat

La Communauté de Communes du Pays Orne Moselle met un accent particulier sur la création d'emplois sous toutes ses formes, qu'il s'agisse de salariat ou d'entrepreneuriat. Dans un contexte économique en constante évolution, cet engagement vise à répondre aux défis locaux et à stimuler le développement économique du territoire.

Accompagner les entreprises dans leur installation et leur développement

Dans sa démarche de soutien à l'emploi et au développement économique de son territoire, la CCPOM accompagne activement les entreprises qui choisissent de s'implanter sur son territoire. Ce soutien ne se limite pas à l'accueil initial des entreprises, mais s'étend également à leur développement à long terme. Que ce soit par l'intermédiaire de conseils, d'aides à la réalisation de leurs investissements, d'aides à la recherche de financements ou de la mise en réseau avec les autres acteurs du territoire, la CCPOM œuvre pour offrir un environnement favorable à la croissance des entreprises.

Le dynamisme économique de la CCPOM repose sur une collaboration étroite avec les entrepreneurs, mais aussi avec les partenaires institutionnels, financiers et sociaux. En facilitant l'accès aux ressources locales et en apportant son expertise, la CCPOM joue un rôle essentiel dans la création de valeur ajoutée et la consolidation de l'emploi.

La création d'un pôle entrepreneurial : un soutien dédié aux porteurs de projets

Dans sa volonté de renforcer son soutien à l'entrepreneuriat, la CCPOM a créé un pôle entrepreneurial. Ce nouvel espace est spécialement destiné à accompagner les porteurs de projets dans toutes les étapes de leur parcours entrepreneurial. Que ce soit pour la création d'une nouvelle entreprise ou pour le développement d'une activité existante, ce pôle met à disposition des ressources adaptées, telles que des formations, des conseils personnalisés et des outils d'accompagnement juridique et financier.

L'objectif de ce pôle est de favoriser l'émergence de nouvelles entreprises sur le territoire, en facilitant l'accès à l'information et en apportant un soutien sur mesure aux entrepreneurs. Il s'agit également de contribuer à la diversification économique du territoire, en encourageant des initiatives innovantes et en soutenant des projets qui répondent aux besoins spécifiques du marché local.

Un engagement pour un avenir économique durable

En privilégiant la création d'emplois et l'accompagnement des entreprises, la CCPOM s'inscrit dans une logique de développement durable et responsable. Cet engagement vise à renforcer l'attractivité du territoire, à favoriser la cohésion sociale et à créer des opportunités pour les habitants, tout en stimulant l'innovation et la compétitivité des entreprises locales.

Ainsi, en plaçant l'accompagnement des entreprises et des porteurs de projets au cœur de ses priorités, la CCPOM devient un véritable levier pour l'emploi et le dynamisme économique de son territoire.

3.1.2.5 Soutenir la redynamisation des centres villes

La vitalité des centres-villes est un enjeu majeur pour l'attractivité et la cohésion de notre territoire. Face aux évolutions des modes de consommation, à la concurrence accrue des zones commerciales périphériques et aux effets prolongés des crises économiques, la redynamisation du commerce de proximité constitue une priorité stratégique.

Dans ce contexte, la Communauté de Communes entend renforcer son soutien aux acteurs économiques locaux en mobilisant plusieurs leviers :

- **Un accompagnement des commerçants et des porteurs de projets**, via des dispositifs d'aide à l'installation, à la modernisation des commerces.
- **Une action sur l'aménagement urbain**, en favorisant un cadre de vie attractif, propice à la fréquentation des centres-villes, notamment par des interventions sur l'espace public, la valorisation du patrimoine bâti et la dynamisation des marchés locaux, par l'attribution de fonds de concours aux communes qui entreprennent des travaux d'aménagement urbain,

L'ambition est ainsi de favoriser un développement économique équilibré, au bénéfice des habitants, des entreprises et de l'ensemble du territoire intercommunal.

3.1.2.6 Contribuer à la reconversion des friches industrielles des « Portes de l'Orne »

La Communauté de Communes continuera à contribuer au financement du Syndicat Mixte des Portes de l'Orne afin :

- ▶ d'offrir de nouveaux espaces publics et privés de qualité à vivre et à partager pour créer une vraie vie de quartier,
- ▶ de faciliter l'accès au quartier et son accroche au site thermal d'Amnéville et vers le sillon mosellan,
- ▶ de développer une offre de logements qualitative et diversifiée, en cohérence avec l'offre préexistante sur le territoire
- ▶ de valoriser le passé de ce territoire tout en promouvant de nouvelles constructions durables,
- ▶ de favoriser le redéploiement d'activités économiques sur cet ancien site sidérurgique...

3.1.2.7 Renforcer le rayonnement touristique du territoire en développant un tourisme de qualité

Renforcer et développer le pôle touristique d'Amnéville

Avec plus de 2 000 emplois, le site touristique et thermal d'Amnéville est un géant du tourisme en Moselle. Un acteur touristique majeur qui connaît une remontée en puissance et retrouve son niveau de fréquentation d'avant la crise sanitaire.

Réunies sous la nouvelle marque « Cité des Loisirs », les 70 activités du site vont bénéficier d'une promotion commune et d'un réaménagement global déjà largement engagé.

Le Département de la Moselle, la Région Grand 'Est, les Communautés de Communes du Pays Orne Moselle et Rives de Moselle et les Villes d'Amnéville, Hagondange, Marange-Silvange et Rombas, ont acté « ensemble » un accompagnement financier important pour la mise en œuvre d'un programme global d'investissement mixte évalué à 65 millions d'euros et une nouvelle augmentation du capital de la SPL à hauteur de 9 millions d'euros.

Elles réaffirment ainsi leur confiance dans un site dont l'avenir paraissait fortement compromis il y a quelques années.

Le Département de la Moselle qui détient désormais 39 % du capital, devient l'actionnaire principal et a pris la présidence de la Société Publique Locale, renommée « Destination Amnéville Moselle ».

Cette dynamique de la Cité des Loisirs impulsée par le Département de la Moselle vise à lui redonner un second souffle avec des investissements conséquents.

Cet investissement du Département dans la SPL était nécessaire pour assurer la survie de plusieurs équipements, notamment :

- Le Galaxie, qui n'avait plus la capacité d'assumer l'accueil dans de bonnes conditions, des spectateurs, des artistes, des sportifs...
- Le Pôle Thermal qui nécessitait la réalisation d'un programme de travaux important en raison de la fragilisation de sa structure provoquée par la présence d'eau saline. Ces travaux permettront de maintenir les équipements aux normes.

En 2026, la Communauté de Communes continuera à accompagner la SPL « Destination Amnéville Moselle » par l'attribution de fonds de concours qui lui permettront de financer ces investissements.

Au-delà de ces investissements il était également nécessaire de renforcer l'animation du site afin de le faire vivre.

En 2026, la Communauté de Communes continuera à accompagner la SPL « Destination Amnéville Moselle » pour l'élaboration et la mise en œuvre de sa communication promotionnelle et d'animations sur la Cité des Loisirs d'Amnéville.

3.1.3 MAINTENIR ET RENFORCER LES SERVICES A LA POPULATION

Pour maintenir et renforcer l'attractivité de son territoire, la Communauté de Communes doit proposer à ses habitants une offre de services publics attractive.

L'élaboration du budget 2026 devra traduire cette ambition en actions concrètes, en veillant à mobiliser les ressources nécessaires tout en maintenant une gestion financière rigoureuse.

3.1.3.1 Consolider et renforcer les actions en faveurs de la petite enfance, de l'enfance et de la jeunesse,

Consolidation du service public de la petite enfance

qui vise à garantir à chaque famille une solution d'accueil de qualité pour son jeune enfant, à un prix raisonnable et comparable quel que soit le mode d'accueil.

- En levant tous les freins au développement de l'offre d'accueil ;
- En replaçant le respect des besoins des jeunes enfants au cœur des objectifs, pratiques et contrôles de l'accueil du jeune enfant ;
- En attirant de nouveaux professionnels vers les métiers de la petite enfance ;
- En allant vers chaque parent et chaque enfant pour les accompagner vers un accueil réellement universel.

En effet, en application de l'article 17 de la loi du 18 décembre 2023 pour le plein emploi , et compte tenu des compétences qu'elle exerçait déjà, la Communauté de Communes est devenue **Autorité Organisatrice (AO) de l'accueil du jeune enfant.**

Mise en œuvre de la nouvelle Convention Territoriale Globale (CTG)

Dans la continuité du diagnostic territorial des services offerts aux familles qui a été réalisé en 2025, il conviendra de mettre en œuvre la nouvelle Convention Globale Territoriale (2026/2031) qui permettra à la Communauté de Communes mais aussi aux communes et autres acteurs locaux d'améliorer la cohérence de leurs actions et d'en définir de nouvelles en fonction de la réalité des besoins en matière de petite enfance, d'enfance, de la jeunesse et des familles.

L'inscription de notre territoire dans une Convention Territoriale Globale constitue une véritable opportunité pour renforcer l'attractivité résidentielle du territoire en développant de nouveaux services à destination des familles. Elle garantit également la perception des financements CAF par les structures du territoire œuvrant auprès des familles (structures d'accueil petite enfance).

Harmonisation et amélioration du fonctionnement des établissements d'accueil du jeune enfant, du Relais Petite Enfance, et de la coordination des acteurs locaux, notamment par un renforcement du contrôle exercé sur le délégataire des établissements d'accueil,

Amélioration des conditions d'accueil et de sécurité des familles dans les équipements en nous substituant au délégataire pour la réalisation des grosses réparations et des travaux d'entretien dans les structures d'accueil de jeunes enfants.

3.1.3.2 Développer les services de proximité et renforcer les actions menées par la conseillère numérique pour l'inclusion et la simplification des démarches administratives

Dans un contexte où les attentes des habitants en matière de services accessibles et adaptés à leurs besoins quotidiens sont de plus en plus fortes, la Communauté de Communes réaffirme sa volonté de pérenniser et d'améliorer le fonctionnement des Maisons France Services. Véritables guichets uniques de proximité, ces structures permettent d'accompagner les usagers dans leurs démarches administratives, en leur offrant un service personnalisé et de qualité, au plus près de leur lieu de vie.

L'objectif est double :

- d'une part, consolider le maillage du territoire,
- d'autre part, garantir une réponse efficace aux besoins des habitants, notamment à ceux qui sont éloignés du numérique ou rencontrant des difficultés avec les formalités administratives,

À travers ces engagements, la Communauté de Communes entend garantir à chaque habitant un accès facilité aux services essentiels, tout en contribuant à la transition numérique et à l'amélioration du service public.

3.1.3.3 Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes éloignées de l'emploi

L'un des enjeux majeurs pour notre territoire est de renforcer les actions en faveur de l'insertion sociale et professionnelle, afin de permettre aux personnes les plus éloignées de l'emploi de retrouver une activité.

Dans un contexte économique où les inégalités d'accès au marché du travail persistent, la Communauté de Communes souhaite continuer à jouer un rôle moteur pour accompagner ces publics vers une insertion durable.

Cela passera par le développement d'actions ciblées, en partenariat avec les acteurs de l'emploi, de la formation et du secteur social.

Nous poursuivrons et renforcerons les dispositifs existants, tels que :

- **l'accompagnement individualisé,**
- **l'attribution de certains marchés (entretien des liaisons douces, des parcs d'activités communautaires ...) à des entreprises d'insertion, à défaut d'avoir pu mettre en place des chantiers d'insertion en raison du désengagement des autres acteurs publics,**
- **la mise en place de passerelles vers les entreprises locales. De plus, nous encouragerons les initiatives innovantes visant à lever les freins à l'emploi, qu'il s'agisse de mobilité, de formation ou d'accompagnement socio-professionnel renforcé.**

En intégrant cette priorité dans nos orientations budgétaires, nous affirmons notre volonté de favoriser une dynamique inclusive et solidaire, où chaque habitant, quelles que soient ses difficultés, puisse retrouver une place dans le monde du travail et participer activement à la vie économique et sociale de notre territoire.

L'enjeu financier pour la mise en œuvre de toutes des actions destinées à maintenir et renforcer l'attractivité de son territoire, repose sur la maîtrise des charges et sur l'optimisation des financements (CAF, État, partenaires institutionnels).

3.1.4 FAVORISER UNE MOBILITE PLUS DURABLE ET ADAPTEE A TOUS LES BESOINS EN POURSUIVANT LA MISE EN ŒUVRE DE LA COMPETENCE MOBILITE

70

Les enjeux de mobilité sont déterminants pour le territoire.

Il s'agit de positionner les nouvelles offres de mobilité pour redynamiser les centres-villes et offrir de nouveaux services à leurs administrés (gain de temps, d'argent, meilleur équilibre vie professionnelle / personnelle...)

L'exercice de la compétence mobilité nécessite une stratégie financière et opérationnelle claire :

- Finalisation du cadre stratégique issu du Plan de Mobilité Simplifié.
- Déploiement progressif des actions retenues : mobilités actives, intermodalité, stationnement, études des nouveaux services.
- Recherche de cofinancements (Région, État, ADEME).

L'élaboration du budget 2026 devra traduire cette ambition en actions concrètes. Ces actions et les investissements qui en découlent doivent être calibrés pour préserver l'équilibre budgétaire tout en répondant aux besoins du territoire.

Il conviendra, à cet effet, de mobiliser les ressources nécessaires tout en maintenant une gestion financière rigoureuse.

3.1.4.1 Commencer la mise en œuvre du plan de mobilité simplifié : un engagement en faveur d'une mobilité durable et inclusive

Dans un contexte de transition écologique et de nécessaire adaptation aux évolutions des déplacements sur notre territoire, la Communauté de Communes, en tant qu'autorité organisatrice des mobilités, a procédé à l'élaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié (PMS).

Ce document stratégique vise à définir une politique de mobilité cohérente, accessible et durable, répondant aux besoins des habitants, des acteurs économiques et des usagers du territoire.

L'élaboration de ce schéma a reposé sur plusieurs enjeux majeurs :

- **Faciliter les mobilités du quotidien** en développant des alternatives à l'usage individuel de la voiture, notamment par le renforcement des transports collectifs, du covoiturage et des mobilités douces (vélo, marche) ;
- **Réduire l'empreinte environnementale des déplacements**, en favorisant des solutions moins émettrices de gaz à effet de serre et en améliorant l'intermodalité ;
- **Améliorer l'accessibilité et l'inclusion** en garantissant une offre de mobilité adaptée aux populations les plus vulnérables (jeunes, seniors, personnes en situation de handicap) ;
- **Optimiser l'aménagement du territoire**, en intégrant les besoins de mobilité dans une vision plus large de développement local et d'attractivité économique.

L'année 2026 sera marquée

- par le démarrage de la mise en oeuvre de ce plan au terme des procédures de concertations nécessaires à la finalisation du schéma.
- par la planification, la mise en œuvre et l'accompagnement des premières actions expérimentales.

Des financements seront recherchés auprès des partenaires institutionnels afin de soutenir la mise en œuvre des mesures retenues.

La mise en œuvre effective de ce Plan de Mobilité Simplifié constitue ainsi une étape essentielle pour bâtir une mobilité plus sobre, plus partagée et plus adaptée aux réalités de notre territoire.

3.1.4.1.1 Poursuivre la mise en œuvre du Schéma Directeur Cyclable

Dans un contexte de transition écologique et d'amélioration des mobilités du quotidien, la Communauté de Communes a élaboré son Schéma Directeur Cyclable.

Ce document stratégique vise à développer une infrastructure cyclable cohérente, sécurisée et adaptée aux besoins des habitants, afin de favoriser les déplacements doux et réduire la dépendance à la voiture individuelle.

Il conviendra, en 2026, de poursuivre la mise en œuvre des actions prévues dans le cadre de ce schéma directeur qui porteront sur :

- **La poursuite du développement du réseau cyclable** en créant ou en aménageant des liaisons sécurisées entre les pôles d'attractivité du territoire (centres-bourgs, équipements publics, gares, zones d'activités, établissements scolaires) - Certaines sont déjà une réalité (« fil bleu », liaison Rombas-Amnéville-Gare

d'Hagondange, liaison Marange-Silvange-Cité des Loisirs d'Amnéville).

- **L'amélioration des connexions intercommunales et régionales** pour favoriser une continuité des itinéraires cyclables.
- **L'installation d'équipements favorisant l'usage du vélo**, notamment des stationnements sécurisés, des bornes de réparation et des aménagements facilitant l'intermodalité (vélo + transports en commun).
- **L'accompagnement des changements de pratiques** par des actions de sensibilisation et d'incitation (animations, aides à l'achat de vélos, mise en place de services de location).

La mise en œuvre du Schéma Directeur Cyclable s'effectuera dans le cadre de la programmation pluriannuelle d'investissements adoptée en 2025, en recherchant un équilibre entre ambition et soutenabilité budgétaire.

L'engagement de financements extérieurs, notamment via les dispositifs de soutien de l'État, de la Région et de l'Europe, sera recherché afin d'optimiser les ressources mobilisées.

Ce projet structurant participe pleinement aux objectifs de développement durable et d'attractivité de notre territoire, en offrant des alternatives concrètes à la voiture individuelle et en améliorant le cadre de vie des habitants.

3.1.4.1.2 Poursuivre le développement de la pratique du covoiturage

Dans un contexte de pression budgétaire accrue et de transition écologique incontournable, la Communauté de Communes doit renforcer ses actions en faveur de la mobilité durable.

Le développement du covoiturage constitue une réponse pertinente aux défis de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'amélioration du pouvoir d'achat des habitants et d'optimisation des infrastructures routières.

Face à l'augmentation des coûts du carburant et à l'impératif de sobriété énergétique, il est essentiel de faciliter et d'encourager le partage des trajets domicile-travail et des déplacements du quotidien. Pour cela, plusieurs leviers d'action peuvent être mobilisés :

- **Amélioration de l'offre d'aires de covoiturage** : identification et aménagement de nouveaux points de rencontre stratégiques, en lien avec les zones d'activité, les pôles d'échanges multimodaux et les grands axes de circulation.

Par ailleurs, un partenariat a déjà été mis en place avec des partenaires privés (grandes surfaces commerciales) afin d'aménager des emplacements destinés à favoriser le développement du covoiturage. Il conviendra de développer ces partenariats.

Il conviendra d'élargir ces partenariats, notamment avec la SANEF, concessionnaire de l'Autoroute A4, qui est prête à aménager des aires de covoiturage à proximité des échangeurs situés sur le territoire communautaire.

- **Poursuite du partenariat engagé vec les plateformes et outils numériques** : promotion des applications facilitant la mise en relation des covoitureurs, éventuellement en partenariat avec des acteurs publics et privés.
- **Incitations financières et communication** : mise en place d'aides ou de dispositifs incitatifs pour les usagers (subventions, défiscalisation des trajets, primes au covoiturage), accompagnés d'une campagne de sensibilisation pour ancrer cette pratique dans les habitudes des habitants et des entreprises locales.
- **Intégration au sein des politiques de mobilité existantes** : articulation du covoiturage avec les offres de transport en commun pour encourager l'intermodalité et optimiser les déplacements sur le territoire.

En développant ces actions, notre Communauté de Communes entend proposer une alternative crédible et efficace à la voiture individuelle, tout en répondant aux enjeux environnementaux et économiques. L'engagement en faveur du covoiturage s'inscrit ainsi pleinement dans notre stratégie territoriale de transition écologique et de mobilité durable

3.1.4.1.3 Mettre en œuvre un dispositif de location de vélos : un levier pour la mobilité durable

Dans un contexte de transition écologique et de diversification des modes de déplacement, le développement de la location de vélos constitue une orientation stratégique pour la Communauté de Communes.

Face aux défis environnementaux, à l'augmentation des coûts liés à l'usage de la voiture individuelle et à la nécessité d'offrir des alternatives de mobilité accessibles à tous, la mise en place d'un service de location de vélos représente une solution pertinente et adaptée à notre territoire.

L'objectif est double : encourager les habitants à adopter une mobilité plus douce et durable, tout en facilitant l'usage du vélo pour les trajets du quotidien (domicile-travail, accès aux services, déplacements de proximité).

Cette politique pourra s'appuyer sur plusieurs axes :

- **Développement et diversification de l'offre** : mise en place d'un parc de vélos en location, avec intégration de vélos à assistance électrique pour répondre aux besoins des usagers, notamment sur des trajets plus longs ou en zones vallonnées.
- **Accessibilité et tarification adaptée** : mise en place d'une grille tarifaire incitative, en tenant compte des publics prioritaires (jeunes, actifs, seniors), et développement d'offres d'abonnements flexibles.

- **Mise en place d'infrastructures et de l'accompagnement** : implantation de stations de location à des points stratégiques du territoire, amélioration des itinéraires cyclables et mise en place d'un accompagnement à l'usage du vélo (ateliers de sensibilisation, apprentissage, entretien des vélos).

Cette action s'inscrit pleinement dans la volonté de la Communauté de Communes de promouvoir une mobilité plus sobre en carbone et d'améliorer le cadre de vie des habitants.

Une consultation a été lancée afin de rechercher un opérateur pour la mise en œuvre de cette action dans le courant du 1er semestre 2026.

Elle devra être accompagnée d'une réflexion sur les modalités de mise en œuvre et de financement, en mobilisant les dispositifs de soutien existants ainsi que les partenariats avec les acteurs locaux.

3.1.5 PRESERVER NOTRE ENVIRONNEMENT ET VALORISER LA BIODIVERSITE : UN ENJEU MAJEUR POUR NOTRE TERRITOIRE

77

Dans un contexte marqué par les défis du changement climatique et l'érosion de la biodiversité, notre Communauté de Communes réaffirme avec force son engagement en faveur de la protection et de la valorisation de notre environnement. Cette ambition, qui s'inscrit dans une démarche de développement durable et de résilience territoriale, se traduit par des actions concrètes en faveur de la préservation de la biodiversité, de la prévention des inondations et de la gestion des milieux aquatiques.

Notre territoire recèle un patrimoine naturel riche qu'il est impératif de protéger et de mettre en valeur. Cela passe par une gestion équilibrée et durable de nos espaces naturels, qu'ils soient boisés, agricoles ou humides, ainsi que par des actions en faveur du maintien et du développement des corridors écologiques. Dans cette optique, nous devons encourager les initiatives locales favorisant la biodiversité, en soutenant notamment les pratiques agricoles respectueuses des écosystèmes et en préservant les habitats naturels de la faune et de la flore locales.

La prévention des inondations et la gestion des milieux aquatiques constituent également un enjeu majeur. Face à l'intensification des épisodes climatiques extrêmes, nous devons renforcer nos efforts en matière de gestion des eaux pluviales, d'entretien et de restauration des cours d'eau et des zones humides, éléments essentiels de régulation hydrologique et de préservation de la biodiversité.

Ces engagements nécessitent une mobilisation forte de notre collectivité, tant en matière de moyens financiers que d'accompagnement des acteurs du territoire. Le budget 2025 devra ainsi refléter cette volonté politique en

intégrant des actions ambitieuses et structurantes, en cohérence avec nos compétences et les attentes des habitants.

Protéger notre environnement, c'est préserver la qualité de vie de nos concitoyens et garantir un avenir durable pour notre territoire. C'est dans cet esprit que nous poursuivrons notre action, avec détermination et responsabilité.

3.1.5.1 Assurer la préservation de la Trame Verte et Bleue : un engagement pour la biodiversité

La Communauté de Communes entend réaffirmer sa volonté de préserver et de renforcer la Trame Verte et Bleue (TVB). Cet engagement s'inscrit dans la continuité des principes établis par la loi « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010 et confirmés par la feuille de route issue de la conférence environnementale de septembre 2012.

La Trame Verte et Bleue constitue un outil stratégique permettant de concilier aménagement du territoire et préservation des milieux naturels. Elle vise à maintenir et restaurer des continuités écologiques essentielles à la faune et à la flore, garantissant ainsi la résilience des écosystèmes et la qualité de notre cadre de vie.

Pour mener à bien cette ambition, la Communauté de Communes a répondu à l'appel à projet lancé par la région Grand Est et la DREAL et a été désignée lauréate. Cette reconnaissance va permettre d'élaborer et de mettre en œuvre un programme d'actions ambitieux en faveur de la biodiversité et des continuités écologiques, avec pour objectifs :

- La préservation et la restauration des corridors écologiques et des zones humides ;
- L'accompagnement des projets d'aménagement intégrant la biodiversité comme un enjeu prioritaire ;
- Le soutien aux agriculteurs et acteurs locaux engagés dans des pratiques respectueuses des continuités

écologiques ;

- La sensibilisation des habitants à l'importance de cette démarche pour un territoire durable.
- La mise en œuvre, dans le cadre du dispositif « formation-action », d'actions de sensibilisation et de formation à l'intention des élus, des techniciens des communes et des membres du conseil de développement visant à renforcer leur compréhension des fondements et des objectifs de la Trame Verte et Bleue et permettre ainsi leur appropriation de ces enjeux.

Cette ambition s'inscrit dans une approche globale de transition écologique, conjuguant développement économique et protection des ressources naturelles. À travers ces actions, notre Communauté de Communes réaffirme sa responsabilité et sa volonté d'agir pour un territoire résilient et respectueux du vivant.

Dans le cadre de l'élaboration du budget 2026, la Communauté de Communes entend consacrer des moyens adaptés à la mise en œuvre de cette politique.

3.1.5.2 Préserver et gérer durablement les forêts

Face aux enjeux environnementaux et climatiques, et dans la continuité des travaux engagés pour l'élaboration de la Trame Verte et Bleue (TVB), la préservation et la gestion durable de nos forêts constituent une priorité pour notre Communauté de Communes.

Nos espaces forestiers jouent un rôle essentiel dans l'équilibre écologique du territoire : ils participent à la régulation du climat, à la préservation de la biodiversité, à la protection des sols et des ressources en eau, tout en représentant un levier économique et social pour les acteurs locaux.

Toutefois, nos forêts sont confrontées à de multiples menaces, notamment le changement climatique, la fragilisation des sols, les risques accrus d'incendies et la prolifération de certaines maladies ou espèces invasives.

Dans ce contexte, notre engagement vise à accompagner nos communes dans la mise en œuvre d'une politique forestière ambitieuse, fondée sur plusieurs axes stratégiques :

- **Renforcement de la gestion durable des forêts** : en favorisant les pratiques sylvicoles respectueuses des écosystèmes, en soutenant la diversification des essences pour une meilleure résilience face aux aléas climatiques et en encourageant une exploitation raisonnée des ressources forestières et en encourageant le maintien et le développement d'îlots de biodiversité et de corridors écologiques.

Parmi les leviers identifiés figure la préservation et la mise en place d'îlots de sénescence, c'est-à-dire des espaces forestiers ou boisés laissés volontairement en libre évolution, sans intervention humaine, afin de permettre l'expression complète des cycles naturels. Ces espaces représentent un enjeu écologique majeur pour la qualité et la continuité des habitats qui structurent notre réseau écologique local.

- **Prévention des risques naturels** : en développant des actions de prévention contre les incendies, l'érosion des sols et les atteintes à la biodiversité, notamment par la restauration des haies, des zones humides et des corridors écologiques.
- **Sensibilisation et mobilisation des acteurs locaux** : en travaillant en concertation avec les propriétaires forestiers, les exploitants, les associations et les citoyens afin de promouvoir des pratiques de gestion durable et de renforcer la protection de nos espaces boisés.
- **Valorisation du patrimoine forestier** : en soutenant des initiatives locales de production et de transformation du bois, favorisant ainsi l'économie circulaire et le développement d'une filière forêt-bois responsable.

Dans le cadre du budget 2026, la Communauté de Communes s'attachera à mobiliser des ressources financières et des dispositifs d'accompagnement (fonds de concours attribués aux communes dans le cadre du fonds vert local, partenariats, aides techniques) pour mettre en œuvre ces actions. L'objectif est de garantir la pérennité de notre patrimoine forestier et d'en faire un atout durable pour notre territoire et ses habitants.

3.1.5.3 Renforcer l'action communautaire en matière de prévention des inondations et de gestion des milieux aquatiques

Dans le cadre de sa compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), la Communauté de Communes entend poursuivre et renforcer ses actions en faveur de la prévention des risques d'inondation et de la préservation des écosystèmes aquatiques.

Face à l'évolution du climat et à l'augmentation de la fréquence des épisodes météorologiques extrêmes, il devient impératif d'adapter notre territoire à ces nouvelles réalités. La gestion équilibrée et durable des cours d'eau, des zones humides et des ouvrages hydrauliques constitue un enjeu majeur, tant pour la sécurité des populations que pour la préservation de la biodiversité.

Ainsi, la Communauté de Communes s'engage (directement ou par l'intermédiaire des syndicats dédiés auxquels elle adhère et qu'elle finance) à :

- **Développer et entretenir des ouvrages de protection** contre les inondations, en lien avec les syndicats de bassin et les partenaires institutionnels ;
- **Poursuivre les actions de restauration des cours d'eau** et des milieux aquatiques pour améliorer leur capacité naturelle de rétention des eaux et limiter les risques de débordement ;
- **Sensibiliser et accompagner les acteurs locaux** (habitants, agriculteurs, entreprises) dans la mise en œuvre de bonnes pratiques pour une gestion plus résiliente des eaux pluviales ;
- **Intégrer la gestion du risque inondation dans l'aménagement du territoire**, en veillant à limiter l'artificialisation des sols et en favorisant les solutions fondées sur la nature.

L'ensemble de ces actions s'inscrit dans une démarche concertée avec les communes membres, les services de l'État et les partenaires locaux, afin de garantir une gestion efficace et cohérente de cette problématique sur l'ensemble du territoire communautaire.

3.1.6 METTRE EN ŒUVRE UNE GESTION DURABLE ET RESPONSABLE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

82

Enjeux de la compétence Déchets ménagers

La compétence « déchets ménagers » constitue l'un des piliers du service public rendu par la Communauté de Communes. Elle répond à des obligations réglementaires de plus en plus exigeantes, tout en représentant un poste budgétaire significatif dont l'évolution doit être anticipée avec rigueur. Les enjeux associés à ce service sont à la fois environnementaux, économiques, organisationnels et sociaux.

Un cadre réglementaire en constante évolution

La législation nationale impose progressivement des objectifs ambitieux en matière de prévention, de tri et de valorisation des déchets :

- généralisation du tri à la source,
- extension des consignes de tri et renforcement des filières REP,
- obligation de proposer une solution pour les biodéchets depuis 2024,
- réduction du recours à l'enfouissement et à l'incinération,
- amélioration de la qualité du tri et maîtrise du taux de refus.

Ces obligations nécessitent des adaptations organisationnelles permanentes et une montée en compétence des services.

Un enjeu environnemental majeur

La gestion des déchets participe directement aux objectifs du **PCAET** via :

- la réduction des déchets résiduels,
- la diminution de l'empreinte carbone du service,
- la valorisation accrue des matières recyclables,
- la prévention et la sensibilisation auprès des habitants.

Un tri de meilleure qualité permet d'augmenter les tonnages valorisés, d'éviter les refus de tri et de réduire l'impact environnemental global.

Un enjeu financier stratégique

Le service déchets représente l'un des coûts les plus élevés du budget intercommunal.

Les facteurs d'augmentation sont multiples :

- hausse des coûts de traitement et des taxes (TGAP),
- volatilité du prix des matières recyclables,
- augmentation des coûts de collecte, carburants, prestations,
- investissements nécessaires à la modernisation des équipements,
- exigences croissantes liées au tri et à la prévention.

L'optimisation des performances de tri devient ainsi un levier essentiel pour contenir les coûts.

Un enjeu social et territorial

La communication, la pédagogie et la sensibilisation sont devenues des composantes essentielles du service. L'implication des habitants conditionne largement la réussite de la politique déchets. Dans ce cadre, le recrutement d'**ambassadeurs du tri** représente un outil opérationnel efficace, permettant d'améliorer les pratiques, de renforcer la compréhension des consignes et de limiter les erreurs de tri responsables de surcoûts importants.

Évolution des coûts du service déchets

L'évolution des coûts du service déchets est marquée depuis plusieurs années par une tendance à la hausse, en raison de pressions économiques, réglementaires et techniques. Cette évolution appelle une vigilance particulière dans la programmation budgétaire de la Communauté de Communes.

- La hausse des coûts de traitement

Le traitement des déchets constitue la principale source d'augmentation des dépenses.

Plusieurs facteurs y contribuent :

- l'augmentation progressive de la **TGAP** (taxe générale sur les activités polluantes), destinée à favoriser le tri et la réduction des déchets,
- le renchérissement des procédés de tri et de valorisation,
- la hausse des coûts d'incinération et d'enfouissement liée aux normes environnementales renforcées,
- l'amélioration exigée de la qualité des déchets entrants dans les centres de tri (baisse du taux de refus).

Ces évolutions sont structurelles et devraient se poursuivre dans les prochaines années.

- **L'augmentation des coûts de collecte**

La collecte représente une part importante du coût global :

- augmentation du prix des carburants,
- renchérissement des marchés publics liés à l'inflation,
- coûts de maintenance plus élevés des véhicules,
- besoins en personnel qualifié pour garantir la continuité du service.

Toute modification des consignes de tri ou du mode de collecte peut également entraîner des surcoûts temporaires.

- **Les coûts d'investissement et de modernisation**

Pour maintenir un service efficace, la collectivité doit moderniser régulièrement :

- les points d'apport volontaire,
- les abris-bacs,
- les aires de collecte et équipements de tri,
- les dispositifs de communication et de signalétique.

Ces investissements sont indispensables, mais ils doivent être programmés de manière pluriannuelle pour préserver les équilibres financiers.

- Les soutiens financiers des éco-organismes : un levier à optimiser

Les éco-organismes apportent un soutien financier essentiel, conditionné aux performances de tri du territoire. L'amélioration de la qualité du tri permet :

- d'augmenter les soutiens versés,
- de réduire les pénalités,
- d'améliorer l'équilibre global du service.

Le recours à des **ambassadeurs du tri**, en partie financés par ces soutiens, constitue donc un investissement stratégique permettant d'optimiser ces recettes tout en réduisant les coûts opérationnels.

- L'importance de la maîtrise des tonnages

Une réduction des tonnages collectés ou une amélioration de leur qualité a un impact immédiat sur les coûts. Les actions prioritaires sont :

- la prévention des déchets à la source,
- la lutte contre les dépôts sauvages,
- la baisse du taux de refus de tri,
- le développement des pratiques vertueuses (compostage, réemploi...).

Ces actions reposent autant sur des dispositifs techniques que sur une mobilisation des habitants, d'où l'importance de la pédagogie et des ambassadeurs du tri.

La compétence déchets ménagers constitue donc un enjeu stratégique pour la Communauté de Communes, à la croisée des politiques environnementales, sociales et financières. L'évolution tendancielle des coûts nécessite une action déterminée, structurée et anticipée. L'amélioration des performances de tri, l'optimisation des soutiens des éco-organismes, et le renforcement de la communication auprès des habitants — notamment via le recrutement d'ambassadeurs du tri — représenteront des leviers essentiels pour maîtriser durablement les dépenses et améliorer la qualité du service rendu.

LES ACTIONS A METTRE EN ŒUVRE EN 2026

Parmi les actions qu'il est proposé de mettre en œuvre en 2026, pour actionner les différents leviers évoqués ci-dessus, figurent :

3.1.6.1 Elaborer un Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA)

Il s'agit d'une obligation légale.

La loi (article L. 541-1 du code de l'environnement) inscrit la prévention des déchets au sommet de la hiérarchie des modes de traitement des déchets.

La prévention des déchets est définie comme étant toutes mesures prises avant qu'une substance, une matière ou un produit ne devienne un déchet.

Le plan de prévention des déchets, ou plus exactement le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA), est un plan d'une durée de 6 ans qui vise à réduire la quantité et la nocivité des déchets produits annuellement par l'ensemble des acteurs du territoire.

Un PLPDMA est un programme qui s'attache à organiser la réduction des déchets produits sur un territoire donné pour une période de 6 ans. Il se matérialise par un document éponyme établissant :

- Un diagnostic du territoire sous l'angle déchets : on y regarde Qui produit les déchets, Quand les déchets sont produits, Combien de tonnes sont générées, Quels types de déchets sont produits...
- Des objectifs de réduction pour une période de 6 ans : on y rappelle les objectifs fixés par le plan national de prévention des déchets (PNPD) ainsi que le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) et on en ressort une trajectoire pour le territoire.
- Des actions à mener pour atteindre ces objectifs : on y détaille des fiches-actions organisées selon des axes de travail qui ont été jugés prioritaires par les représentants d'acteurs du territoire (professionnels et particuliers).

Le Bureau Communautaire a retenu un bureau d'études qui sera chargé d'accompagner la Communauté de Communes dans l'élaboration du PLPDMA

3.1.6.2 Développer l'économie circulaire (volet du PLPDMA et du COT)

L'économie circulaire est un modèle économique qui cherche à produire et consommer en limitant au maximum l'extraction de nouvelles ressources, le gaspillage et la production de déchets, tout en maintenant le bien-être des personnes.

Elle s'oppose au modèle linéaire classique « extraire → produire → consommer → jeter » en cherchant à « boucler la boucle » des matières et de l'énergie.

L'idée centrale est de garder les produits, matériaux et ressources le plus longtemps possible dans le cycle économique, en prolongeant leur durée de vie et en évitant qu'ils finissent en décharge ou en incinération. Cela passe par une utilisation plus efficace des ressources à chaque étape du cycle de vie d'un bien ou d'un service (conception, production, usage, fin de vie).

Les grands objectifs de ce dispositif consistent à :

- Réduire la quantité de déchets collectés ;
- Poser les bases de l'économie circulaire et créer une culture commune sur le territoire ;
- Faire prendre conscience aux acteurs locaux et aux habitants de l'ampleur des enjeux, et leur donner envie d'agir ;
- Accompagner les habitants du territoire vers la sobriété et la consommation responsable et locale, par la sensibilisation, par la proposition de nouvelles façons de consommer et par l'exemple ;
- Expérimenter et développer des solutions à destination des particuliers et des professionnels afin de réduire de manière significative la part de biodéchets dans les ordures ménagères ;

- Réduire les tonnages de déchets verts en déchèteries, en accompagnant la réduction de la production et en favorisant une gestion locale ;
- Mettre en mouvement et engager les entreprises sur l'économie circulaire, et favoriser l'émergence de nouveaux modèles d'activités efficaces et sobres en ressources ;
- Construire une mobilisation et des actions réalistes pour permettre une montée en puissance.

Ce projet sera porté conjointement, au sein des services communautaires, par les trois pôles directement concernés :

- Le pôle « transition écologique »,
- Le pôle « prévention et gestion des déchets »,
- et le pôle « développement économique ».

3.1.6.3 Poursuivre le développement du tri à la source des biodéchets par la mise en place d'un scénario mixte par la distribution de composteurs individuels et collectifs et une collecte en abris-bacs dès 2026

Conformément aux obligations réglementaires et à notre engagement en faveur de la transition écologique, la Communauté de Communes affirme sa volonté d'amplifier le tri à la source des biodéchets qu'elle a initié il y a déjà quelques années. Cette démarche s'inscrit dans une logique de réduction des déchets résiduels et de valorisation organique, contribuant ainsi à la préservation des ressources et à la diminution de notre empreinte carbone.

Pour répondre à cet enjeu, un scénario mixte sera mis en place, combinant :

- La distribution de composteurs individuels et collectifs, permettant aux habitants et aux structures volontaires de traiter leurs biodéchets directement sur site ;
- Une collecte en abris-bacs, visant à assurer une prise en charge efficace des biodéchets pour ceux qui ne peuvent pas composter à domicile.

Cette stratégie vise à offrir des solutions adaptées aux réalités locales et aux besoins des usagers, tout en garantissant un service performant et conforme aux exigences environnementales. Elle nécessitera une mobilisation des moyens techniques et humains, ainsi qu'un accompagnement des habitants pour favoriser l'adhésion et assurer le succès de cette transition.

Ainsi, la Communauté de Communes fait du tri à la source des biodéchets une priorité pour 2026, en cohérence avec ses engagements en matière de développement durable et d'économie circulaire.

3.1.6.4 Procéder au recrutement d'ambassadeurs du tri.

Comme indiqué précédemment, la compétence « déchets ménagers » constitue un enjeu majeur pour la Communauté de Communes, tant en termes environnementaux que financiers. L'évolution des consignes de tri, les obligations réglementaires croissantes, ainsi que la nécessaire amélioration de la performance du service imposent de renforcer la sensibilisation des usagers et l'accompagnement des communes et des habitants.

Dans ce contexte, le recrutement **d'ambassadeurs du tri** apparaît comme une action prioritaire pour 2026. Ces agents auraient pour mission de :

- informer la population sur les bonnes pratiques de tri,
- accompagner les usagers dans la compréhension des nouvelles consignes,
- intervenir auprès des écoles, associations et collectivités,
- optimiser la qualité du tri à la source,
- contribuer à la réduction des tonnages d'erreurs de tri entraînant des surcoûts.

Leur action permettrait d'améliorer significativement les performances du territoire, tant sur le plan environnemental que financier. En effet, une meilleure qualité du tri se traduit par :

- une diminution des coûts liés au refus de tri,
- une valorisation accrue des flux recyclables,
- une optimisation des tonnages facturés,
- une réduction des charges supportées par la collectivité.

Par ailleurs, le financement de ces postes pourrait être **partiellement assuré par les soutiens versés par les éco-organismes**, dans le cadre des dispositifs REP (Responsabilité Élargie des Producteurs). Ces soutiens, attribués en fonction des performances de tri et des actions de sensibilisation engagées, constituent un levier pertinent pour limiter l'impact budgétaire de ces recrutements sur les dépenses de fonctionnement.

L'intégration d'ambassadeurs du tri contribuerait ainsi à renforcer l'efficacité du service public des déchets, à répondre aux objectifs nationaux de réduction des déchets et d'amélioration du recyclage, et à **optimiser durablement les coûts du service** pour la Communauté de Communes.

3.1.7 POURSUIVRE ET AMPLIFIER UNE POLITIQUE DE L'HABITAT VOLONTARISTE ET MAITRISEE, MOTEUR DES TRANSITIONS.

94

L'accès à un logement de qualité pour tous est un enjeu majeur pour la Communauté de Communes. Consciente des défis liés à l'évolution démographique, à la transition écologique et aux besoins en logements adaptés à tous les publics, nous entendons poursuivre et renforcer notre politique de l'habitat.

Dans la continuité des actions engagées, nous veillerons à :

- **Développer une offre de logements diversifiée**, en favorisant notamment l'accession sociale à la propriété et l'habitat locatif abordable, afin de répondre aux besoins des familles, des jeunes actifs et des seniors par l'adaptation des logements au vieillissement.
- **Soutenir la rénovation du parc existant**, en encourageant les dispositifs d'aides à l'amélioration de l'habitat et en accompagnant les propriétaires dans la réhabilitation énergétique de leurs logements.
- **Promouvoir un urbanisme durable et équilibré**, en intégrant les principes de sobriété foncière et de densification mesurée pour préserver les espaces naturels et agricoles tout en répondant aux besoins en logements.
- **Lutter contre l'habitat indigne et la précarité énergétique**, en mobilisant les outils existants et en développant de nouveaux dispositifs pour accompagner les ménages les plus vulnérables.

Ces orientations s’inscrivent dans une volonté d’aménagement du territoire cohérente, en lien avec les dynamiques locales et les attentes des habitants. Elles seront mises en œuvre en concertation avec les acteurs du logement et de l’aménagement, afin de garantir un cadre de vie de qualité et accessible à tous.

Pour y parvenir, la Communauté de Communes devra poursuivre la mise en place de sa politique de l’habitat et devra engager l’élaboration de son nouveau Programme Local de l’Habitat, structurant en matière d’habitat pour la période 2026-2032.

3.1.7.1 Poursuivre la mise en œuvre le pacte territorial France Rénov’

Dans un contexte de transition écologique et de maîtrise des dépenses énergétiques, la Communauté de Communes s’est toujours engagée activement dans l’accompagnement des particuliers pour la rénovation énergétique de leur logement. C’est dans cette perspective que la Communauté de Communes a décidé d’adhérer au Pacte Territorial France Rénov’, dispositif porté par l’Agence Nationale de l’Habitat (ANAH) et l’Agence de la Transition Écologique (ADEME).

Le Pacte Territorial France Rénov’ a pour ambition de renforcer l’information, le conseil et l’accompagnement des ménages souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique. Il repose sur la mise en place d’un guichet unique de la rénovation énergétique, facilitant l’accès aux aides financières et aux dispositifs d’accompagnement existants.

En intégrant ce dispositif, la Communauté de Communes s’engage à :

- Renforcer l'accompagnement des habitants à travers un service de conseil neutre et gratuit,
- Encourager la mobilisation des aides publiques et privées pour la rénovation des logements,
- Favoriser le développement d'un réseau d'artisans et d'entreprises qualifiées sur le territoire,
- Contribuer à la réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre.

L'intégration du Pacte Territorial France Rénov' dans notre stratégie territoriale s'inscrit pleinement dans nos orientations en faveur d'un développement durable et solidaire.

La poursuite de cette démarche permettra de mieux répondre aux besoins de nos administrés tout en contribuant à l'atteinte des objectifs nationaux en matière de performance énergétique et de lutte contre le changement climatique.

Un budget dédié à la mise en œuvre de ce dispositif sera reconduit afin de permettre notamment à la Société Publique Locale « Orne Transition », créée à l'initiative de la Communauté de Communes, de se doter des moyens nécessaires pour accompagner la Communauté de Communes pour le déploiement de ce dispositif et de mettre en œuvre des actions de communication et de sensibilisation.

Cette initiative vient renforcer l'engagement de la Communauté de Communes en faveur de la transition énergétique et illustre sa volonté de proposer des solutions concrètes et accessibles pour améliorer la qualité de vie des habitants tout en préservant l'environnement.

3.1.7.2 Poursuivre l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH), dans le cadre du Pacte Territorial « France Rénov' »

L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH), mise en place en partenariat avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), constitue un levier essentiel pour accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement.

En 2023, La Communauté de Communes a renouvelé son OPAH pour une durée de 3 ans. Celle-ci s'articule autour de 5 objectifs opérationnels :

Ce dispositif vise à soutenir financièrement et techniquement les travaux de réhabilitation, notamment en faveur de :

- La lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique, à travers l'amélioration des performances thermiques des logements et la résorption des situations de mal-logement.
- L'adaptation des logements aux besoins des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, afin de favoriser le maintien à domicile et l'accessibilité des habitations.
- La revitalisation des centres-bourgs et du parc ancien, en encourageant la réhabilitation des logements vacants ou dégradés pour répondre aux besoins en logement des habitants.

Les résultats obtenus témoignent de l'efficacité du programme : sur les deux premières années, 171 logements rénovés, représentant 4 millions d'euros de travaux, 1,7 millions d'euros de subventions Anah et 89 235 € de subventions CCPOM. Deux copropriétés fragiles de 65 logements au total ont également été accompagnées.

L'actuelle OPAH arrive à son terme à la fin de l'année 2025. Elle ne peut être prolongée en l'état et doit désormais être intégrée au Pacte Territorial France Rénov, opérationnel depuis le 1er janvier 2025.

Depuis la mise en place du pacte territorial France Rénov', les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) classiques ne sont plus renouvelées : elles ont pris fin en 2024, laissant place aux nouveaux pactes territoriaux mis en œuvre en partenariat avec l'Anah et les collectivités territoriales.

Les OPAH classiques, créées en 1977, ont donc disparu et sont remplacées par les pactes territoriaux France Rénov' ; seules les opérations en cours peuvent aller à leur terme (ce ui est le cas de celle qui avait été mise en œuvre par la CCPOM), mais aucune nouvelle convention OPAH classique ne peut être signée désormais.

Interrogé sur l'opportunité de renouveler l'OPAH dans le cadre du volet 3 du Pacte Territorial France Rénov', le Bureau Communautaire a décidé de poursuivre l'accompagnement qu'il avait mis en place dans le cadre de l'OPAH en poursuivant le versement d'aides en complément de celles qui sont attribuées par l'ANAH, sans accompagnement technique des ménages.

Une attention particulière devra toutefois être portée sur l'efficacité des dispositifs d'aide et à leur articulation avec les politiques locales de transition écologique et de développement territorial.

3.1.7.3 Poursuivre et développer les dispositifs d'aide à la rénovation énergétique des logement (aide à l'isolation thermique ...)

En 2026, la Communauté de Communes poursuivra et renforcera les autres dispositifs d'aide à la rénovation ^{énergétique}, notamment à travers :

- Le soutien aux travaux d'isolation thermique (toitures, murs, ...) afin d'améliorer le confort des habitants et de diminuer leur consommation énergétique.
- L'accompagnement des ménages dans leurs démarches grâce à des dispositifs d'information et de conseil

(permanences, plateforme de rénovation énergétique, partenariats avec des acteurs spécialisés) dont la mise en œuvre sera confiée à la Société Publique Locale « Orne Transition ».

- L'articulation des aides locales avec les dispositifs nationaux et régionaux afin de maximiser l'effet levier pour les ménages et d'assurer une plus grande efficacité des financements publics.
- Le développement d'actions de sensibilisation à destination des habitants et des copropriétés pour favoriser l'émergence de projets de rénovation globale.

L'accompagnement pourra être complété par la recherche et la mobilisation de financements complémentaires, notamment via des subventions et des prêts à taux bonifiés, afin de garantir un reste à charge supportable pour les ménages les plus modestes.

3.1.8 ASSURER LA GESTION DU PATRIMOINE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

100

La gestion du patrimoine de la Communauté de Communes constitue un enjeu important. Le patrimoine, composé de bâtiments administratifs, équipements de petite enfance, locaux techniques (déchèteries notamment), infrastructures d'accueil du public (maisons « France-Services », zones d'activités économiques et pôle entrepreneurial, représente un capital essentiel au service du territoire et de ses habitants.

L'entretien, la modernisation et l'adaptation de ce patrimoine nécessitent une approche pluriannuelle structurée. La collectivité doit en effet concilier impératifs réglementaires, besoins des services, exigences de performance énergétique et optimisation des coûts.

En 2026, plusieurs orientations guideront l'action communautaire :

- **Renforcement de l'entretien courant et préventif**, afin d'éviter une dégradation progressive des équipements et la survenue de dépenses imprévues. Une politique de maintenance anticipée permet de lisser les investissements et de réduire les coûts de réparation.
- **Modernisation des bâtiments**, notamment par des travaux visant à améliorer la performance énergétique, le confort et la sécurité : isolation, ventilation, systèmes de chauffage plus performants, mise en conformité électrique ou incendie, accessibilité. Ces travaux s'inscrivent pleinement dans le cadre du **PCAET** et contribuent à réduire durablement les charges de fonctionnement.

- **Adaptation du patrimoine aux besoins de la population**, en particulier pour les structures d'accueil de la petite enfance et les services à la population. Cela implique des aménagements réguliers, l'évolution des équipements et la prise en compte de normes d'hygiène et de sécurité renforcées.
- **Valorisation et sécurisation des zones d'activités économiques**, en lien avec les actions du pôle entrepreneurial et du SMEAPO. L'attractivité du territoire repose largement sur la qualité des infrastructures mises à disposition des entreprises.
- **Optimisation de l'utilisation des locaux**, avec une réflexion sur les mutualisations possibles, la rationalisation des surfaces et la révision des plans d'occupation lorsque cela est pertinent.
La maîtrise de la gestion patrimoniale repose enfin sur la mobilisation de financements externes (DETR, DSIL, FNADT, Fonds vert, Région, CAF), dont l'obtention est indispensable pour limiter la pression sur l'autofinancement et soutenir les investissements structurants.

3.1.9 SOUTENABILITE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

La soutenabilité des dépenses de fonctionnement constitue un enjeu central pour la Communauté de Communes, compte tenu du contexte financier national, de l'évolution des ressources intercommunales et de la dynamique naturelle de certaines charges. La maîtrise du fonctionnement conditionne directement la capacité d'autofinancement et, à terme, la possibilité de mettre en œuvre les projets d'investissement prévus dans le PPI.

Plusieurs facteurs pèsent structurellement sur les dépenses de fonctionnement :

- **La masse salariale**, en croissance sous l'effet du point d'indice, du GVT, des exigences d'attractivité et des besoins en compétences liés aux nouvelles politiques publiques.
- **Les charges à caractère général**, particulièrement impactées par la hausse durable des coûts de l'énergie, l'augmentation des prix des prestations de services, des fournitures et des travaux. La volatilité des marchés publics impose une vigilance continue.
- **Les dépenses liées aux compétences intercommunales**, notamment dans la petite enfance, les mobilités, l'action sociale, les services à la population et l'ingénierie territoriale. Ces secteurs nécessitent des moyens humains et matériels significatifs.

Dans ce contexte, la collectivité s'engage dans une démarche de **maîtrise active des dépenses de fonctionnement**, reposant sur plusieurs axes :

- **Pilotage précis de la masse salariale**, en ajustant les recrutements, en anticipant les besoins via la GPEC et en veillant à une évolution maîtrisée du régime indemnitaire.
- **Optimisation des achats et des marchés publics**, avec un recours accru aux groupements de commandes, aux achats mutualisés et à une planification plus fine des besoins.
- **Réduction des coûts énergétiques**, via des investissements dans la performance énergétique du patrimoine, des actions de sensibilisation et la recherche de contrats plus avantageux.

- **Rationalisation des dépenses récurrentes**, en analysant les coûts par service, en identifiant les marges d'optimisation et en supprimant les dépenses non prioritaires ou peu efficaces.
- **Développement des financements externes** (subventions, partenariats), permettant de limiter le poids des dépenses sur le budget propre et d'améliorer la soutenabilité globale.

La soutenabilité du fonctionnement repose ainsi sur une stratégie d'équilibre entre qualité du service public, effort de modernisation et maîtrise financière. Elle constitue l'un des fondements de la trajectoire budgétaire 2026-2028

3.1.10 PROGRAMMATIONS D'INVESTISSEMENT 2026

La stratégie d'investissement 2026 repose sur une priorisation stricte :

- finalisation des projets en cours,
- lancement maîtrisé de nouveaux projets cohérents avec les capacités d'autofinancement,
- priorisation des actions à fort effet levier écologique ou économique.

Les principaux investissements prévisionnels portent sur :

- la rénovation énergétique des bâtiments,
- les premières actions du Plan de Mobilité Simplifié et du Schéma Directeur Cyclable
- l'amélioration des infrastructures dédiées à la petite enfance, et l'amélioration des infrastructures existantes (entretien et grosses réparations),
- l'aménagement et la valorisation économique du territoire (dont la requalification des friches industrielles),
- la collecte et le traitement des déchets ménagers (nouvelle déchèterie, mise aux normes et modernisation des déchèteries existantes,
- Attribution de fonds de concours aux communes membres,
- la maintenance et l'entretien du patrimoine communautaire.

Ces investissements seront accompagnés d'un recours à l'emprunt maîtrisé, complété par la mobilisation optimale des subventions.

3.1.11 DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PREVISIONNELLES

Les dépenses de fonctionnement prévisionnelles s'inscrivent dans un contexte de forte vigilance budgétaire. Malgré une conjoncture économique encore instable, l'objectif est de garantir la continuité et la qualité des services publics tout en maîtrisant l'évolution des charges. Le pilotage des dépenses de fonctionnement est d'autant plus crucial qu'il conditionne directement la capacité d'autofinancement et donc la capacité d'investissement de la collectivité.

1. Masse salariale : une évolution maîtrisée mais structurellement dynamique

La masse salariale constitue un poste important du budget de fonctionnement. Son évolution prévisionnelle en 2026 est influencée par :

- l'impact des mesures nationales relatives au point d'indice et aux grilles indiciaires,
- le glissement vieillesse-technicité (GVT),
- la consolidation des organisations internes pour répondre aux besoins accrus de service public.

L'objectif est de stabiliser cette progression grâce à une gestion anticipée des effectifs, une optimisation des recrutements et une démarche active de GPEC.

2. Charges à caractère général : une pression inflationniste durable

Les charges à caractère général continueront d'être impactées par :

- la hausse durable des coûts de l'énergie, malgré une atténuation des tensions,
- le renchérissement des prestations de service,
- l'évolution des normes dans certains secteurs (petite enfance, sécurité, environnement),
- la volatilité des prix dans les marchés de travaux et de fournitures.

La communauté de communes poursuivra une stratégie d'optimisation via :

- des achats groupés,
- une renégociation des contrats,
- un pilotage renforcé des consommations (notamment énergétiques),
- la limitation des dépenses non essentielles.

3. Dépenses liées aux compétences communautaires

Plusieurs secteurs continueront de mobiliser une part substantielle du fonctionnement :

- **Petite enfance** : entretien des équipements, renouvellement du matériel, mise en conformité réglementaire, coûts d'exploitation (redevance versée au délégataire).

- **Mobilités** : coûts liés aux premières actions du Plan de Mobilité Simplifié, études, dispositifs de mobilité active.
- **Transition écologique** : animation du PCAET, actions transversales, ingénierie, sensibilisation.
- **Développement économique** : fonctionnement du pôle entrepreneurial, actions d'accompagnement, soutien aux entreprises.
- **Services à la population** (France Services, service emploi et insertion professionnelle).
- **Collecte et traitement des déchets ménagers.**

4. Maîtrise globale des dépenses de fonctionnement

L'enjeu pour 2026 est de contenir la progression des charges en combinant :

- une priorisation des actions sur les missions essentielles,
- un pilotage rigoureux des dépenses courantes,
- l'amélioration de la performance énergétique du patrimoine,
- une gestion raisonnée de la masse salariale.

Cette maîtrise est indispensable pour préserver l'autofinancement et soutenir la stratégie d'investissement du Plan Pluriannuel d'Investissements (PPI)

3.4. Ressources : fiscalité, dotations, participations, subventions

Le financement des politiques publiques menées par la Communauté de Communes repose sur un ensemble de ressources dont la dynamique reste globalement contrainte. Les prévisions 2026 reflètent un contexte marqué par une faible croissance des recettes, nécessitant une gestion prudente et une mobilisation accrue des financements externes.

1. Fiscalité : une dynamique limitée mais relativement stable

Les recettes fiscales intercommunales reposent principalement sur :

- les **attributions de compensation**,
- les **taxes foncières transférées**,
- la **TOM** (taxe d'enlèvement des ordures ménagères) le cas échéant,
- les compensations de l'État suite à la suppression progressive de la CVAE.

Les perspectives pour 2026 s'inscrivent dans une dynamique modérée :

- la croissance des bases reste prudente, dépendante des orientations nationales et de la conjoncture immobilière,
- la réforme des impôts économiques réduit la visibilité à moyen terme,
- les marges de manœuvre fiscales sont limitées pour les intercommunalités.

La stabilité des attributions de compensation constitue un levier structurant, bien qu'elles puissent évoluer en cas de transferts de compétences futurs.

2. Dotations de l'État : une légère érosion en valeur réelle

La dotation globale de fonctionnement (DGF) devrait connaître en 2026 une évolution stable en valeur, mais en baisse en valeur réelle compte tenu de l'inflation.

Les dotations de péréquation ou spécifiques n'offrent pas de perspective de hausse significative.

Cette situation impose une gestion prudente, car les dotations représentent une part importante et non pilotable des ressources intercommunales.

3. Participations et financements des partenaires

Plusieurs financements externes contribuent au fonctionnement des services :

- CAF pour la petite enfance,
- Région pour les mobilités,
- État pour France Services ou certains dispositifs d'ingénierie,
- Autres partenaires en fonction des projets.

Ces participations demeurent indispensables mais souvent encadrées et affectées. Leur reconduction doit être surveillée avec attention.

4. Subventions et financements croisés : un enjeu majeur pour l'investissement

Pour accompagner sa stratégie d'investissement, la Communauté de Communes devra mobiliser des subventions :

- **DETR, DSIL, Fonds Vert, FNADT,**
- aides de la Région et de l'ADEME pour les projets liés au PCAET et aux mobilités,
- financements CAF pour les équipements petite enfance,
- dispositifs spécialisés selon les thématiques (numérique, sécurité, biodiversité...).

La capacité à obtenir ces subventions conditionne directement la soutenabilité du PPI et permet de limiter le recours à l'emprunt.

5. Une dynamique des recettes globale sous contrainte

L'ensemble des ressources évolue faiblement, dans un contexte où les dépenses connaissent des tensions structurelles.

Cela impose :

- une très grande prudence dans la programmation des engagements,
- une sécurisation des recettes existantes,
- une recherche systématique des financements externes disponibles,
- un pilotage serré de l'autofinancement.

Ces éléments sont déterminants pour préserver les marges de manœuvre et assurer la bonne exécution du plan pluriannuel d'investissement.

3.5. Gestion des ressources humaines

La gestion des ressources humaines constitue un enjeu essentiel pour la mise en œuvre des politiques de la Communauté de Communes. La masse salariale représentant un poste important de dépenses de fonctionnement. Dans un contexte marqué par l'évolution des compétences exercées, la tension sur le recrutement et les contraintes statutaires, la politique RH doit concilier performance du service public, attractivité et soutenabilité financière.

3.5.1. Une nécessaire adaptation des effectifs aux projets structurants

L'année 2026 verra la poursuite ou l'engagement de plusieurs politiques publiques majeures :

- la montée en puissance de la compétence petite enfance ;
- la mise en œuvre du Plan de Mobilité Simplifié et des actions associées ;
- la déclinaison opérationnelle du PCAET, désormais à mi-parcours ;
- l'accompagnement des projets de développement économique, notamment via le pôle entrepreneurial « Le Phoenix » et le projet des Portes de l'Orne.

Ces projets nécessitent une **adaptation fine des effectifs**, privilégiant :

- des créations de postes ciblées lorsque les besoins sont structurels et pérennes ;
- des renforts temporaires pour les missions ponctuelles ou les phases d'étude ;
- des redéploiements internes lorsque cela est possible, dans une logique d'optimisation.

Cette dynamique doit s'accompagner d'une analyse précise des charges futures induites (régime indemnitaire, formation, renouvellement des contrats, etc.), intégrée dès l'amont dans la prospective financière.

3.5.2. Maintenir la qualité du service rendu à la population

La continuité et la qualité du service public restent un objectif prioritaire, particulièrement dans les secteurs sensibles tels que :

- la petite enfance,
- l'emploi et l'insertion professionnelle,
- les services à la population (France Services),
- les mobilités,
- l'accompagnement des politiques de transitions
- la gestion du patrimoine.

La Communauté de Communes devra veiller à sécuriser l'organisation de ses services pour garantir un niveau de service adapté, tout en évitant l'inflation des effectifs.

Cela suppose :

- une organisation efficiente du travail,
- la mutualisation ou la polyvalence lorsque cela est pertinent,
- l'adaptation des plannings et des modes de fonctionnement aux contraintes des services.

3.5.3. Anticiper les besoins via la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences.

La Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) doit constituer un levier central pour anticiper les évolutions à moyen terme.

Les priorités 2026 porteront notamment sur :

- l'identification des compétences clés à renforcer (mobilités, transition écologique, ingénierie, marchés publics...),
- la structuration des parcours professionnels et des formations adaptées,
- l'accompagnement des mobilités internes,

La Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences GPEC permettra également de prévoir les besoins futurs liés aux évolutions réglementaires et aux transformations des métiers du service public.

3.5.4. Renforcer l'attractivité dans un contexte de tension sur le recrutement

Comme l'ensemble des collectivités, la Communauté de Communes fait face à un marché du travail très tendu dans plusieurs familles de métiers : petite enfance, RH, finances, techniques, mobilité, transition écologique, professions d'accueil et de médiation.

Les orientations 2026 visent à améliorer l'attractivité en mobilisant différents leviers :

- développement des parcours d'intégration et de formation,
- amélioration des conditions de travail et de la qualité de vie au travail,
- actions de fidélisation (temps de travail, mobilité interne, polyvalence encadrée),
- modernisation des processus de recrutement.

L'objectif est de renforcer la capacité de la collectivité à attirer et conserver les compétences indispensables au bon fonctionnement des services.

3.5.5. Une nécessaire maîtrise du glissement vieillesse-technicité (GVT).

Le GVT reste un facteur de progression mécanique de la masse salariale. Son impact doit être anticipé et maîtrisé. Les efforts porteront sur :

- l'ajustement prudent des recrutements,

- le calibrage fin des avancements de grade et promotions internes,
- la prévention des dérives indemnitaires,
- la gestion rigoureuse des heures supplémentaires.

L'objectif est de garantir un juste équilibre entre reconnaissance des agents, attractivité et soutenabilité budgétaire.

3.5.6. Intégration des réformes statutaires et mesures nationales

La trajectoire financière 2026-2028 devra tenir compte des évolutions statutaires décidées au niveau national, notamment :

- les revalorisations indiciaires (point d'indice et mesures catégorielles),
- les évolutions liées aux filières professionnelles,
- les impacts des réformes portant sur le temps de travail, la formation ou les parcours professionnels,
- les éventuelles mesures visant à renforcer l'attractivité des métiers en tension.

Ces ajustements devront être intégrés dans les scénarios de prospective afin de garantir la soutenabilité de la masse salariale à moyen terme.

4. Prospective financière 2026-2028

La prospective financière constitue un outil essentiel de pilotage pour assurer la soutenabilité budgétaire de la Communauté de Communes. Elle permet d'apprécier l'évolution prévisible des marges de manœuvre, d'anticiper les contraintes à venir et de calibrer au mieux les investissements et les charges de fonctionnement.

La période 2026-2028 demeure marquée par un environnement incertain, en lien avec la conjoncture nationale et internationale et les évolutions propres aux politiques publiques locales. Les projections proposées s'appuient sur des hypothèses prudentes, conformes aux orientations nationales, et intègrent les priorités stratégiques de la collectivité.

4.1. Hypothèses retenues pour la prospective

Les hypothèses de travail ont été définies afin de refléter les tendances les plus probables pour les prochaines années.

• Évolutions macro-économiques

- Inflation : hypothèse d'une inflation modérée mais durable, avec un ralentissement progressif (autour de 2,0 % à 2,5 % par an).
- Énergie : stabilisation des prix à un niveau supérieur à 2019, impactant durablement les dépenses de fonctionnement.
- Taux d'intérêt : maintien de taux supérieurs aux standards de la décennie 2010, stabilisés mais encore élevés pour les emprunts nouveaux.

• Recettes de fonctionnement

- Fiscalité : progression modérée des bases, suivant les orientations nationales et la conjoncture immobilière/économique.
- DGF : stabilité en valeur nominale, donc baisse en valeur réelle.
- Attributions de compensation : maintien du niveau actuel, hors transferts de compétences futurs.
- Subventions et financements externes : hypothèse prudente (mobilisation de dispositifs possibles mais non systématiques).

• Dépenses de fonctionnement

- Masse salariale : évolution mesurée, intégrant :
 - les revalorisations indiciaires nationales,
 - un GVT naturel,
 - les besoins liés à l'exercice des compétences de la Communauté de Communes
- Charges à caractère général : augmentation légère mais continue, liée à l'inflation résiduelle et aux coûts de l'énergie.
- Subventions versées et contributions : stabilité avec possibilité d'ajustements ponctuels.

• Investissements

- Priorisation des projets structurants (transition écologique, petite enfance, patrimoine, mobilités, requalification des friches industrielles).

- Recherche systématique de cofinancements afin de préserver la capacité d'autofinancement (CAF).
- Recours modéré à l'emprunt, visant à maintenir une capacité de désendettement raisonnable.

4.2. Évolution projetée des équilibres budgétaires

• Recettes de fonctionnement

Elles devraient connaître une progression contenue sur la période 2026-2028. En l'absence d'évolution significative de la fiscalité locale, la dynamique repose principalement sur la croissance limitée des bases et sur les financements affectés (CAF, contrats spécifiques, Région, Département, ADEME pour le PCAET).

• Dépenses de fonctionnement

Elles devraient continuer à croître à un rythme supérieur à celui des recettes, notamment du fait :

- de la masse salariale,
- des coûts de l'énergie,
- de l'évolution des compétences exercées,
- des besoins croissants dans les secteurs de la petite enfance (nouvelle structure multi accueil), des mobilités des services à la population ainsi que la collecte et le traitement des déchets ménagers

La maîtrise des dépenses constitue donc un enjeu majeur pour préserver l'épargne.

• Épargne brute et épargne nette

L'épargne brute devrait être maintenue, mais sous contrainte, nécessitant :

- la poursuite des efforts de gestion,
- la recherche de subventions,
- l'optimisation des procédures internes (marchés, mutualisations, rationalisation des dépenses).

L'épargne nette dépendra du niveau de remboursement du capital de la dette et des éventuels nouveaux emprunts mobilisés pour les investissements.

4.3. Capacité d'investissement et marges de manœuvre

La période 2026-2028 verra la poursuite de plusieurs projets structurants :

- poursuite de la mise en œuvre des actions du PCAET (performance énergétique, mobilité, biodiversité),
- investissements liés à la mise en œuvre du Plan de Mobilité Simplifié et du Schéma Directeur Cyclable,
- investissements liés à la compétence « collecte et traitement des déchets ménagers (réalisation d'une nouvelle déchèterie et modernisation des trois autres déchèteries),
- modernisation des équipements petite enfance,

- travaux de maintenance et rénovation du patrimoine,
- investissements réalisés dans le cadre de la requalification des friches industrielles (avances consenties au Syndicat Mixte d'Etudes et d'Aménagement des Portes de l'Orne.
- Accompagnement des investissements réalisés dans le cadre de la modernisation et du développement de la Cité des Loisirs d'Amnéville (fonds de concours et avances versés à la SPL « Destination Amnéville »),
- Accompagnement des communes membres par l'attribution de fonds de concours : fonds vert local, maisons de santé, projets structurants.

Marge brute d'investissement

Elle devrait rester positive, mais contrainte par la faible progression des recettes.

Levée d'emprunts nouveaux

Possible, sous réserve :

- de maintenir une capacité de désendettement dans un intervalle raisonnable,
- d'adapter les échéanciers à la capacité d'autofinancement de la collectivité.

Subventions et financements croisés

Essentiels pour maintenir l'équilibre :

- DETR / DSIL / Fonds Vert pour la transition écologique,
- Région et ADEME pour les mobilités et le PCAET,
- CAF pour les projets petite enfance,

- autres dispositifs thématiques.

La capacité de la Communauté de Communes à capter ces financements conditionnera la soutenabilité de certains projets.

4.4. Plan Pluriannuel d'investissements 2025/2028

La capacité d'investissement de la Communauté de Communes, telle qu'elle ressort de la prospective financière 2026-2028, conditionne directement le périmètre et le rythme des projets inscrits au Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI).

En effet, la trajectoire financière prévisionnelle montre que, malgré un contexte économique tendu et une progression limitée des recettes de fonctionnement, la collectivité parvient à maintenir une épargne brute positive et un niveau d'endettement maîtrisé. Ces éléments constituent le socle indispensable pour envisager de nouveaux investissements sans compromettre les équilibres budgétaires futurs.

Les marges de manœuvre demeurent toutefois contraintes : la dynamique des dépenses de fonctionnement, le coût des projets liés aux transitions écologique et énergétique, ainsi que la volatilité des marchés publics appellent à une priorisation stricte des actions.

Dans cette perspective, le Plan Pluriannuel d'investissement a été élaboré de manière à concilier ambition territoriale et soutenabilité financière. Il retient ainsi les projets les plus structurants pour le territoire, en veillant à échelonner leur réalisation dans un calendrier cohérent avec la capacité d'autofinancement et le niveau d'endettement acceptable pour la collectivité.

Ainsi, le PPI constitue la traduction opérationnelle des marges de manœuvre identifiées dans la prospective financière. Il organise et hiérarchise les investissements en tenant compte :

- des capacités financières annuelles ;
- de l'effet levier attendu des subventions et cofinancements ;
- des obligations réglementaires et des priorités du mandat ;
- et des risques susceptibles d'affecter la trajectoire budgétaire.

Il prend en compte les actions prévues dans le Projet de Territoire, et les différents documents de planification :

- LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH),
- LE PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL (PCAET),
- LE PACTE TERRITORIAL DE RELANCE ET DE TRANSITION ENERGETIQUE (PTRTE),
- LE PLAN DE MOBILITE SIMPLIFIE,
- LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE PASSEE AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA MOSELLE,

LES OPERATIONS D'EQUIPEMENT CLASSEES PAR PROGRAMMES

	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
Total	0	2 559	5 500	515	420	8 994
MOBILITE	0	100	100	100	0	300
AMENAGEMENT D'AIRES DE COVOITURAGE	0	100	100	100	0	300
DEVELOPPEMENT D'UNE OFFRE DE TRANSPORT REG.		0	0	0	0	0
MISE EN PLACE D'UN SERVICE LOCATION DE VELOS L..		0	0	0	0	0
MISE EN PLACE D'UN PLAN DE COMMUNICATION MOB...		0	0	0	0	0
PETITE ENFANCE	0	1 670	1 115	15	15	2 815
MULTI ACCUEIL - MOYEUVE-GRANDE	0	1 655	1 100	0	0	2 755
GROSSES REPARATIONS DANS LES MULTIACCUEILS	0	15	15	15	15	60
DECHETS MENAGERS.		130	3 850	0	0	3 980
NOUVELLE DECHETERIE DE ROMBAS		130	2 195	0	0	2 325
MISE AUX NORMES ET MODERNISATION DE LA DECHE..		0	1 655	0	0	1 655
SERVICES A LA POPULATION	0	220	10	15	15	260
FRANCE SERVICES - MARANGE-SILVANGE	0	210	0	0	0	210
GROSSES REPARATIONS MAISONS DE SERVICES	0	10	10	15	15	50
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	0	0	0	0	0	0
POLE ENTREPRENEURIAL	0	0	0	0	0	0
ADMINISTRATION GENERALE	0	25	30	30	35	120
GROSSES REPARATIONS SIEGE DE LA CCPOM	0	10	15	15	20	60
ACQUISITION DE MOBILIER ET MATERIEL	0	15	15	15	15	60
LIAISONS DOUCES	0	395	395	355	355	1 500
CREATION DE NOUVELLES LIAISONS DOUCES	0	300	300	300	300	1 200
GROSSES REPARATIONS FIL BLEU	0	10	10	10	10	40
SIGNALETIQUE ET MOBILIER URBAIN BERGES DE L'OR.	0	60	60	20	20	160
GROSSES REPARATIONS LIAISONS DOUCES EXISTAN...	0	25	25	25	25	100
ENVIRONNEMENT	0	19	0	0	0	19
AMENAGEMENT DE CHEMINS DE RANDONNE	0	19	0	0	0	19

LES SUBVENTIONS ATTENDUES SUR LES OPERATIONS D'EQUIPEMENT CLASSEES PAR PROGRAMMES

	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
Total	0	1 256	893	167	167	2 483
MOBILITE	0	0	0	0	0	0
AMENAGEMENT D'AIRES DE COVOITURAGE	0	0	0	0	0	0
DEVELOPPEMENT D'UNE OFFRE DE TRANSPORT REG.		0	0	0	0	0
MISE EN PLACE D'UN SERVICE LOCATION DE VELOS L..		0	0	0	0	0
MISE EN PLACE D'UN PLAN DE COMMUNICATION MOB...		0	0	0	0	0
PETITE ENFANCE	0	1 089	726	0	0	1 815
MULTI ACCUEIL - MOYEUVE-GRANDE	0	1 089	726	0	0	1 815
GROSSES REPARATIONS DANS LES MULTIACCUEILS	0	0	0	0	0	0
DECHETS MENAGERS.		0	0	0	0	0
NOUVELLE DECHETERIE DE ROMBAS		0	0	0	0	0
MISE AUX NORMES ET MODERNISATION DE LA DECHE..		0	0	0	0	0
SERVICES A LA POPULATION	0	0	0	0	0	0
FRANCE SERVICES - MARANGE-SILVANGE	0	0	0	0	0	0
GROSSES REPARATIONS MAISONS DE SERVICES	0	0	0	0	0	0
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	0	0	0	0	0	0
POLE ENTREPRENEURIAL	0	0	0	0	0	0
ADMINISTRATION GENERALE	0	0	0	0	0	0
GROSSES REPARATIONS SIEGE DE LA CCPOM	0	0	0	0	0	0
ACQUISITION DE MOBILIER ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0
LIAISONS DOUCES	0	167	167	167	167	668
CREATION DE NOUVELLES LIAISONS DOUCES	0	167	167	167	167	668
GROSSES REPARATIONS FIL BLEU	0	0	0	0	0	0
SIGNALETIQUE ET MOBILIER URBAIN BERGES DE L'OR.	0	0	0	0	0	0
GROSSES REPARATIONS LIAISONS DOUCES EXISTAN...	0	0	0	0	0	0
ENVIRONNEMENT	0	0	0	0	0	0
AMENAGEMENT DE CHEMINS DE RANDONNE	0	0	0	0	0	0

LES FONDS DE CONCOURS ATTRIBUES CLASSES PAR PROGRAMMES

	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
Total	0	3 132	3 030	2 480	2 480	11 122
MOBILITE						
PETITE ENFANCE						
DECHETS MENAGERS.						
SERVICES A LA POPULATION						
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	0	60	60	60	60	240
AIDE A L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE	0	50	50	50	50	200
RENOVATION DE VITRINES	0	10	10	10	10	40
ADMINISTRATION GENERALE						
LIAISONS DOUCES						
ENVIRONNEMENT						
TRANSITION ECOLOGIQUE	0	300	300	300	300	1 200
FONDS VERT	0	300	300	300	300	1 200
TOURISME..	0	452	300	100	100	952
DESTINATION AMNEVILLE - CONCESSION D'AMENAGE...	0	100	100	100	100	400
DESTINATION AMNEVILLE - TERRAIN DU GOLF	0	152	0	0	0	152
DESTINATION AMNEVILLE - RENOVATION STATION TH...		200	200	0	0	400
REQUALIFICATION DES FRICHES INDUSTRIELLES	0	1 500	1 500	1 500	1 500	6 000
PORTES DE L'ORNE	0	1 500	1 500	1 500	1 500	6 000
HABITAT LOGEMENT	0	270	320	320	320	1 230
HABITAT- RAVALEMENTS DE FACADES	0	50	50	50	50	200
HABITAT - OPAH	0	50	50	50	50	200
HABITAT - ISOLATION THERMIQUE	0	0	50	50	50	150
HABITAT - AIDE AU SURCOUT FONCIER	0	170	170	170	170	680
FONDS DE CONCOURS AUX COMMUNES...		550	550	200	200	1 500
MAISONS DE SANTE..		350	350	0	0	700
AMENAGEMENTS URBAINS...		200	200	200	200	800

4.4. Risques, incertitudes et facteurs de vigilance

Plusieurs éléments pourraient fragiliser la trajectoire financière qui vient d'être présentée :

- **Risques économiques et inflation résiduelle**

Une inflation durable ou une remontée des prix de l'énergie pourrait peser fortement sur les charges.

- **Masse salariale**

La poursuite des réformes nationales (augmentation des cotisations sociales, notamment celles versées à la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales – CNRACL) et les difficultés de recrutement peuvent générer une hausse non anticipée des dépenses de personnel.

- **Coûts des projets d'investissement**

Les marchés publics restent exposés à une volatilité des prix, particulièrement dans les domaines du bâtiment et des travaux publics.

- **Dépendance aux financements externes**

Certains projets structurants ne pourront être engagés qu'avec un taux de subvention significatif. Les incertitudes liées à la disponibilité des fonds nationaux et européens ainsi que des subventions attribuées par la Région et le Département constituent un facteur à surveiller.

- **Recettes fiscales**


La faible dynamique de la fiscalité locale et l'incertitude sur les compensations liées à la réforme de la CVAE nécessitent une gestion prudente.

ANALYSE DE LA DETTE AU 31 DECEMBRE 2025




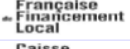




1) Les chiffres clés de l'encours de dette

Eléments	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024	Var% (N/N-1)
Capital restant dû	3 431 258,00	3 878 386,10	-11,53%
- dont emprunts à taux fixe	3 431 258,00	3 878 386,10	-11,53%
- dont emprunts à taux structurés			
Durée moyenne de l'encours (années)	10,91	11,91	-8,40%
Taux d'intérêt moyen de l'encours	2,69%	2,73%	-1,41%
- dont emprunts à taux fixe	2,69%	2,73%	-1,41%
- dont emprunts à taux structurés			
Encours soumis aux variations de marchés	-	-	

2) Rétrospective de l'année 2025

Banque	Contrat	Libellé de l'emprunt	Durée origine	Durée restante	CRD début de période	Souscription	Amortissement	CRD fin de période	Frais financiers	Commissions	Annuités	% Budget
	21043602	Travaux voirie parc d'Activités Champell	15 ans	6 ans 6 mois	57 366,98		7 366,49	50 000,49	628,03		7 994,52	100,00
	Total	BUDGET ANNEXEPAC		6 ans 6 mois	57 366,98		7 366,49	50 000,49	628,03		7 994,52	

BUDGET : PRINCIPAL

Banque	Contrat	Libellé de l'emprunt	Durée origine	Durée restante	CRD début de période	Souscription	Amortissement	CRD fin de période	Frais financiers	Commissions	Annuités	% Budget
	MON502059E	2014-01 Financement investissements	15 ans	4 ans 10 mois	287 903,37		45 194,53	242 708,84	6 423,63		51 618,16	100,00
	6473900195	Investissements	15 ans	9 ans 4 mois	348 054,85		32 119,50	315 935,35	2 217,78		34 337,28	100,00
	9229916	2013-01-0 Investissements 2013	15 ans 3 mois	2 ans 9 mois	152 030,95		38 505,89	113 525,06	5 108,75		43 614,64	100,00
	MON504415E	Renégociation 2 prêts	10 ans 9 mois	6 mois	72 214,95		47 746,72	24 468,23	1 796,28		49 543,00	100,00
	MON504417E	Renégociation 2 prêts	13 ans 9 mois	3 ans 6 mois	323 329,91		67 776,55	255 553,36	9 836,89		77 613,44	100,00
	21043603	Investissements budget 2022	20 ans	17 ans 2 mois	1 862 018,50		81 590,96	1 780 427,54	45 789,52		127 380,48	100,00
	60089002	22239-2011 Structure multi accueil Petit	20 ans	5 ans 6 mois	638 436,29		86 674,23	551 762,06	26 977,37		113 651,60	100,00
	60089003	2012-01 Investissements 2012	15 ans	2 ans 1 mois	137 030,30		40 153,23	96 877,07	5 250,61		45 403,84	100,00
	Total	BUDGET PRINCIPAL		11 ans	3 821 019,12		439 761,61	3 381 257,51	103 400,83		543 162,44	


TOTAL	GENERAL		10 ans 11 mois	3 878 386,10		447 128,10	3 431 258,00	104 028,86		551 156,96	
-------	---------	--	----------------	--------------	--	------------	--------------	------------	--	------------	--

3) Prévisions pour l'année 2026 à périmètre constant





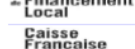



131

Période étudiée du 01/01/2026 au 31/12/2026

BUDGET : ANNEXEPAC

Banque	Contrat	Libellé de l'emprunt	Durée origine	Durée restante	CRD début de période	Souscription	Amortissement	CRD fin de période	Frais financiers	Commissions	Annuités	% Budget
	21043602	Travaux voirie parc d'Activités Champell	15 ans	5 ans 6 mois	50 000,49		7 451,57	42 548,92	542,95		7 994,52	100,00
	Total	BUDGET ANNEXEPAC		5 ans 6 mois	50 000,49		7 451,57	42 548,92	542,95		7 994,52	

BUDGET : PRINCIPAL

Banque	Contrat	Libellé de l'emprunt	Durée origine	Durée restante	CRD début de période	Souscription	Amortissement	CRD fin de période	Frais financiers	Commissions	Annuités	% Budget
	MON502059E	2014-01 Financement investissements	15 ans	3 ans 10 mois	242 708,84		46 275,21	196 433,63	5 342,95		51 618,16	100,00
	6473900195	Investissements	15 ans	8 ans 4 mois	315 935,35		32 332,02	283 603,33	2 005,26		34 337,28	100,00
	9229916	2013-01-0 Investissements 2013	15 ans 3 mois	1 an 9 mois	113 525,06		39 954,45	73 570,61	3 660,19		43 614,64	100,00
	MON504415E	Renégociation 2 prêts	10 ans 9 mois	— Terminé —	24 468,23		24 468,23		303,27		24 771,50	100,00
	MON504417E	Renégociation 2 prêts	13 ans 9 mois	2 ans 6 mois	255 553,36		70 041,00	185 512,36	7 572,44		77 613,44	100,00
	21043603	Investissements budget 2022	20 ans	16 ans 2 mois	1 780 427,54		83 649,94	1 696 777,60	43 730,54		127 380,48	100,00
	60089002	22239-2011 Structure multi accueil Petit	20 ans	4 ans 6 mois	551 762,06		90 596,07	461 165,99	23 055,53		113 651,60	100,00
	60089003	2012-01 Investissements 2012	15 ans	1 an 1 mois	96 877,07		41 907,87	54 969,20	3 495,97		45 403,84	100,00
	Total	BUDGET PRINCIPAL		10 ans 7 mois	3 381 257,51		429 224,79	2 952 032,72	89 166,15		518 390,94	

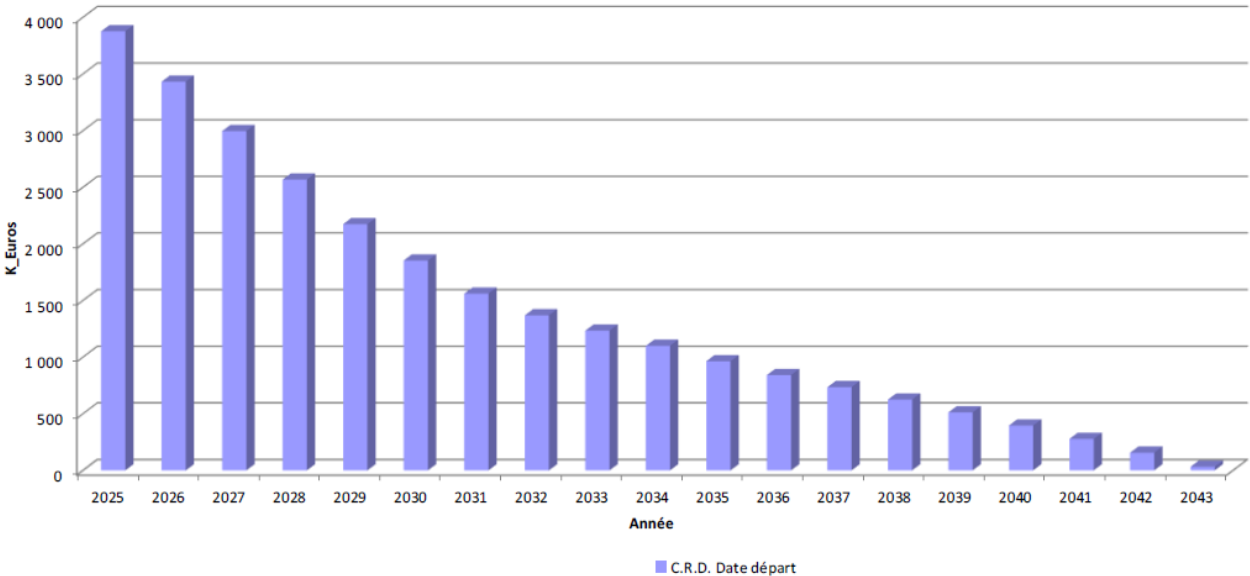
TOTAL	GENERAL		10 ans 6 mois	3 431 258,00		436 676,36	2 994 581,64	89 709,10		526 385,46	
-------	---------	--	---------------	--------------	--	------------	--------------	-----------	--	------------	--

4) Evolution de l'encours

EXTINCTION DE LA DETTE

Toutes Banques Tous budgets

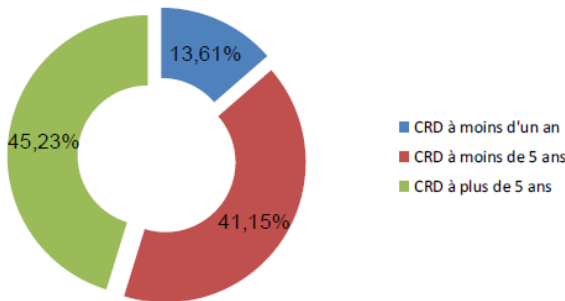
C.R.D. Date départ



CRD à moins d'un an
CRD à moins de 5 ans
CRD à plus de 5 ans

467 K_Euros
1 412 K_Euros
1 552 K_Euros

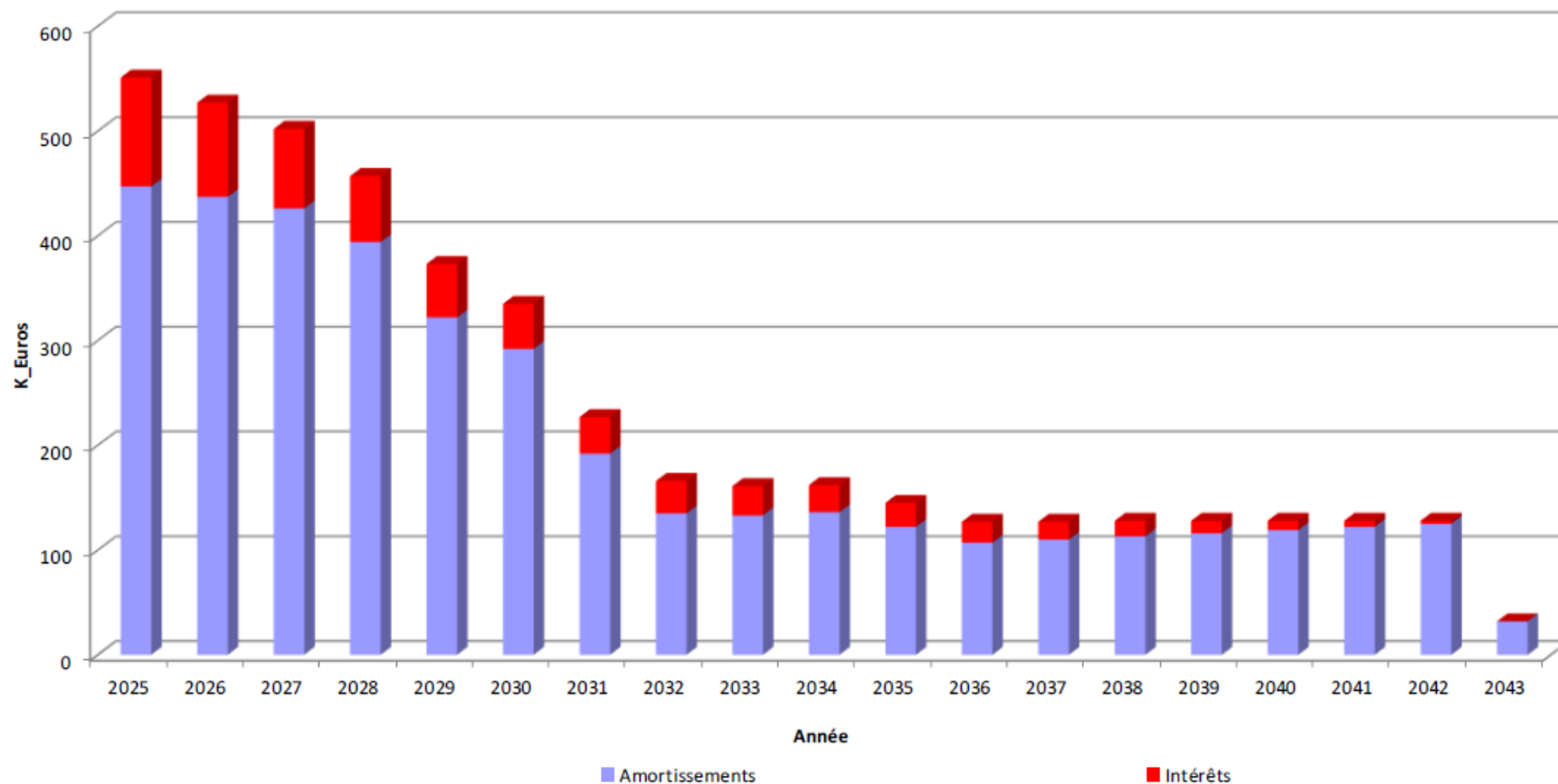
% du capital remboursable par période



Année	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043
C.R.D. Date départ	3 877	3 432	2 996	2 568	2 174	1 853	1 561	1 369	1 234	1 100	964	842	735	625	512	396	278	156	32

REMBOURSEMENT DE L'ENCOURS-

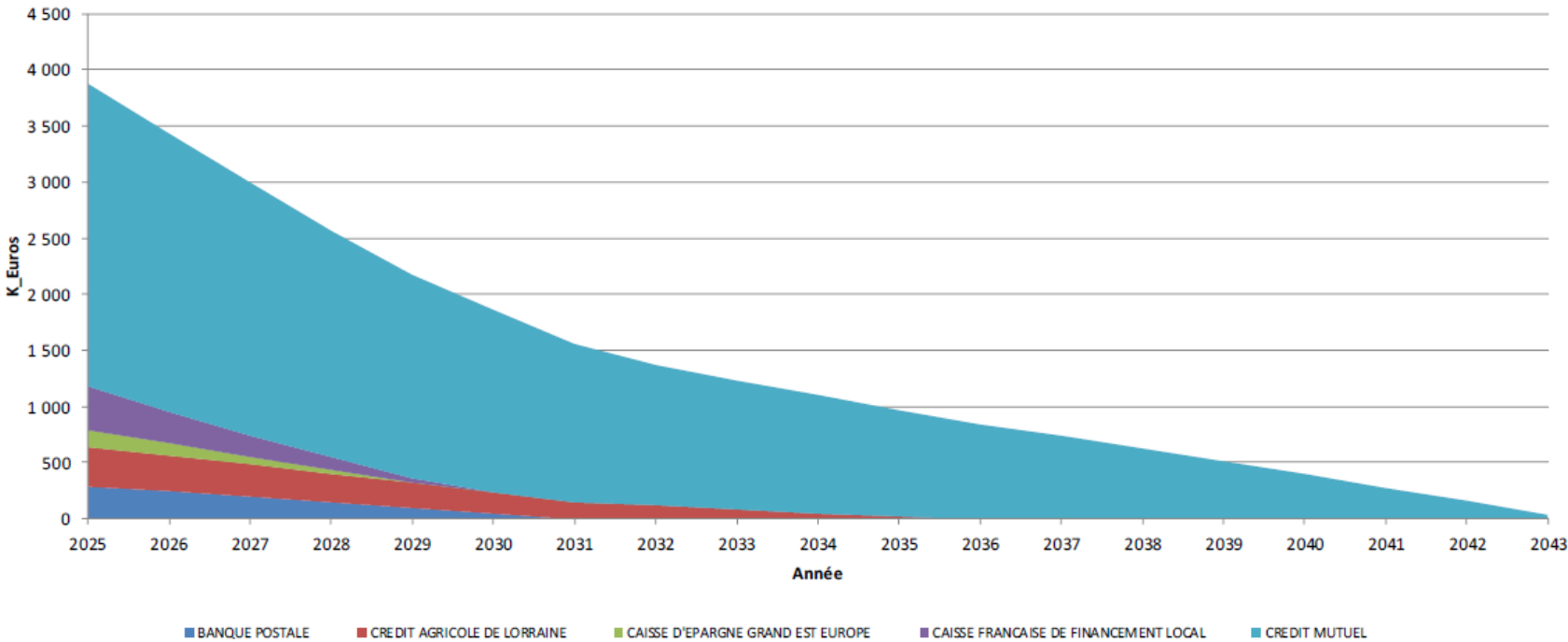
Toutes Banques Tous budgets



Année	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043
Amortissements	447	437	426	394	322	292	192	135	133	136	122	107	110	113	116	119	122	125	32
Intérêts	104	90	76	63	51	43	35	31	28	26	23	20	17	15	12	9	6	3	
Annuités	551	527	502	457	373	335	227	166	161	162	145	127	127	128	128	128	128	128	32

EXTINCTION DE LA DETTE PAR PARTENAIRES

Toutes Banques Tous budgets



Année	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043
BANQUE POSTALE	288	243	196	149	101	51													
CREDIT AGRICOLE DE LORRAINE	348	316	284	251	218	185	152	119	85	51	17								
CAISSE D'EPARGNE GRAND EST EUROPE	152	114	74	32															
CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	395	280	186	113	38														
CREDIT MUTUEL	2 694	2 479	2 256	2 023	1 817	1 617	1 409	1 250	1 149	1 049	947	842	735	625	512	396	278	156	32

5) Risques : classification GISSLER

La Charte de bonne conduite, résultat du rapport GISSLER, signée entre les représentants des établissements bancaires et les collectivités locales en 2009 dresse un tableau synthétique des risques en fonction de la situation géographique et des conditions structurelles des index.

135

Notation du risque	Indices sous-jacents
1	Indices zone euro
2	Indices inflation française ou inflation zone euro ou écart entre ces indices
3	Ecart d'indices zone euro
4	Indices hors zone euro. Ecart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro
5	Ecart d'indices hors zone euro

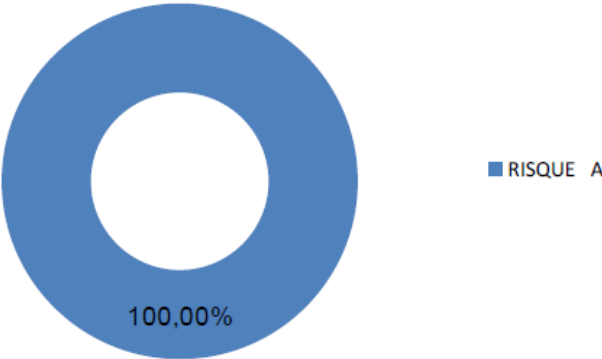
Notation du risque	Structures
A	Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)
B	Barrière simple. Pas d'effet de levier
C	Option d'échange (swaption)
D	Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé
E	Multiplicateur jusqu'à 5

Contrat	Banque	C.R.D.	Type de taux	Niveau de taux	Classification Gissler	
					Indice	Structure
6473900195	CREDIT AGRICOLE DE LORRAINE	315 935,35	F	0,660000	1	A
21043602	CREDIT MUTUEL	50 000,49	F	1,150000	1	A
MON502059E	BANQUE POSTALE	242 708,84	F	2,370000	1	A
21043603	CREDIT MUTUEL	1 780 427,54	F	2,500000	1	A
MON504415E	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	24 468,23	F	3,300000	1	A
MON504417E	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	255 553,36	F	3,300000	1	A
9229916	CAISSE D'EPARGNE GRAND EST EUROPE	113 525,06	F	3,710000	1	A
60089003	CREDIT MUTUEL	96 877,07	F	4,300000	1	A
60089002	CREDIT MUTUEL	551 762,06	F	4,450000	1	A
	TOTAL	3 431 258,00				

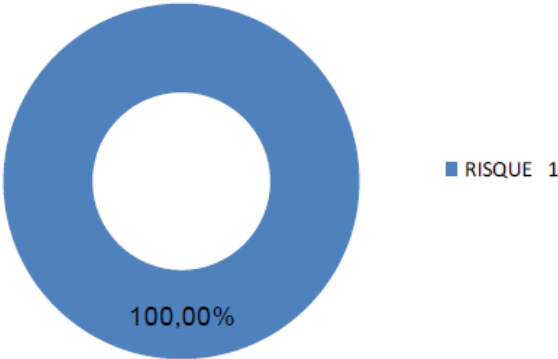
RISQUE A 3 432 K_E

RISQUE 1 3 432 K_E

Répartition du CRD par type de risque "Structure"



Répartition du CRD par type de risque "Indice"



6) Conclusions

La dette de la Communauté de Communes s'élève, au 31 décembre 2025, à un capital restant dû de 3 431 258 €. L'intégralité de cet encours est constituée d'emprunts contractés à taux fixe, ce qui garantit une parfaite stabilité des charges financières sur la durée totale des prêts. Le taux moyen pondéré de la dette est ainsi fixé à 2,69 %, assurant une lisibilité budgétaire appréciable dans un contexte général où la volatilité des taux d'intérêt continue de représenter un facteur de vigilance pour les collectivités.

Le profil d'extinction de la dette conserve un caractère linéaire. L'analyse de la structure d'échéance met en évidence que 54,8 % de l'encours actuel sera amorti dans les cinq prochaines années. Cette répartition témoigne d'un pilotage prudent de l'endettement, permettant d'envisager une réduction progressive et régulière du niveau de dette. La durée résiduelle moyenne de remboursement s'établit désormais à 10,91 ans, ce qui traduit un horizon financier relativement maîtrisé et cohérent avec la stratégie d'investissement pluriannuelle de la collectivité.

Au cours de l'exercice 2025, le montant total amorti s'élève à 447 128,10 €, confirmant la dynamique de désendettement observée les années précédentes. Dans une perspective constante, et sous réserve de l'absence de nouveaux emprunts, les projections pour 2026 prévoient un volume d'amortissement de 436 676,36 €. Ces données témoignent de la capacité de la collectivité à poursuivre un rythme d'apurement soutenu tout en préservant ses marges de manœuvre financières.

Les frais financiers supportés en 2025 représentent un total de 104 028,86 €. Cette charge devrait diminuer en 2026, toujours à périmètre inchangé, pour s'établir à 89 709,10 €. Cette évolution favorable découle mécaniquement de la réduction progressive du capital restant dû, conjuguée à la structure exclusivement à taux fixe des emprunts, qui neutralise tout risque d'augmentation liée aux marchés financiers.

L'annuité globale versée en 2025 atteint 551 156,96 €. Pour 2026, son montant est estimé à 526 385,46 €, une diminution qui reflète la décroissance naturelle du service de la dette en l'absence de nouveaux financements.

Enfin, le risque de dérive des frais financiers demeure strictement inexistant, compte tenu de l'indexation intégrale de l'encours sur des taux fixes. À ce titre, la dette de la Communauté de Communes relève d'une classification A1 selon la méthodologie Gissler, correspondant au meilleur niveau de sécurité financière. Cette notation atteste de l'absence d'exposition aux aléas de taux et confirme la solidité et la prévisibilité du portefeuille d'emprunts.

VOLET RESSOURCES HUMAINES

1. Introduction : enjeux RH pour la communauté de communes

La gestion des ressources humaines constitue un enjeu majeur pour la Communauté de Communes, tant en raison du poids de la masse salariale dans le budget de fonctionnement que du rôle décisif des équipes dans la mise en œuvre des politiques publiques. Les évolutions récentes des compétences intercommunales, l'émergence de enjeux nouveaux (mobilités, transition écologique, services à la population) et les tensions observées sur le marché de l'emploi exigent une politique RH structurée, anticipée et responsable.

En 2026, la communauté de communes poursuivra une stratégie RH fondée sur trois principes :

- garantir un niveau de service public de qualité,
- accompagner l'évolution des métiers et des besoins,
- maîtriser l'évolution de la masse salariale dans un contexte financier contraint

2. Analyse des effectifs

2.1. Effectifs globaux

La Communauté de Communes s'appuie sur un effectif composé d'agents titulaires, contractuels et vacataires, répartis sur l'ensemble des secteurs d'intervention : petite enfance, services techniques, administration générale, développement économique, mobilités et services à la population...

Ces effectifs permettent d'assurer la continuité des missions obligatoires et facultatives ainsi que le déploiement des projets communautaires.

Les services délégués (Petite enfance, déchets ménagers, Pôle Entrepreneurial « Le Phoenix » s'appuient sur des effectifs importants qui, même s'ils ne relèvent pas directement de la Communauté de Communes ont des conséquences importantes sur le plan budgétaire.

2.2. Évolution pluriannuelle des effectifs

L'évolution des effectifs reste maîtrisée et résulte principalement :

- de la mise en œuvre de nouvelles compétences (mobilités, transition écologique, ...),
- le renforcement des services à la population, notamment « France-Service »,
- la mise en place de nouveaux équipements : la Maison des Transitions et du Vivant (Cap'Orne), chargée d'accompagner et d'animer les politiques de transition, le Pôle Entrepreneurial « Le Phoenix »,
- de la nécessité d'accompagner les projets structurants (PCAET, développement économique, France Services, déchets ménagers),
- de la mobilité interne et externe nécessitant des remplacements.

Cette évolution reste maîtrisée afin de contenir l'impact sur la masse salariale tout en maintenant les capacités opérationnelles des services.

Année	Nombre d'agents (au 31 Décembre de l'année)						
	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Nombre total d'agents
	Titulaires	Contractuels	Titulaires	Contractuels	Titulaires	Contractuels	
2019	6	1	4	2	4	3	19
2020	6	1	5	3	3	2	20
2021	6	4	5	3	4	1	23
2022	9	2	5	5	4	2	27
2023	9	3	6	4	4	2	28
2024	9	3	6	4	4	3	29
2025	8	3	5	4	4	5	29

Les arrivées et de départs entre 2022 et 2025

ARIVEES				DEPARTS			
2022	2023	2024	2025	2022	2023	2024	2025
4	3	3	3	0	2	3	3

2.3. Répartition par compétences

La répartition des agents reflète les priorités de l'intercommunalité :

- un effectif conséquent mobilisé dans le secteur **petite enfance** (même s'il ne relève pas directement de la Communauté de Communes),
- un renforcement progressif des services supports (finances, RH, marchés publics),
- des agents dédiés au développement économique et à l'ingénierie territoriale,
- des personnels dédiés aux services à la population (France Services).

3. Masse salariale

3.1. Poids de la masse salariale

La masse salariale représente le poste important des dépenses réelles de fonctionnement. Elle évolue sous l'effet combiné :

- de l'augmentation mécanique liée au glissement vieillesse-technicité (GVT),
- des mesures nationales relatives au point d'indice,
- des recrutements nécessaires pour assurer la continuité des services,
- de l'impact des réformes statutaires successives.

3.2. Composantes de la masse salariale

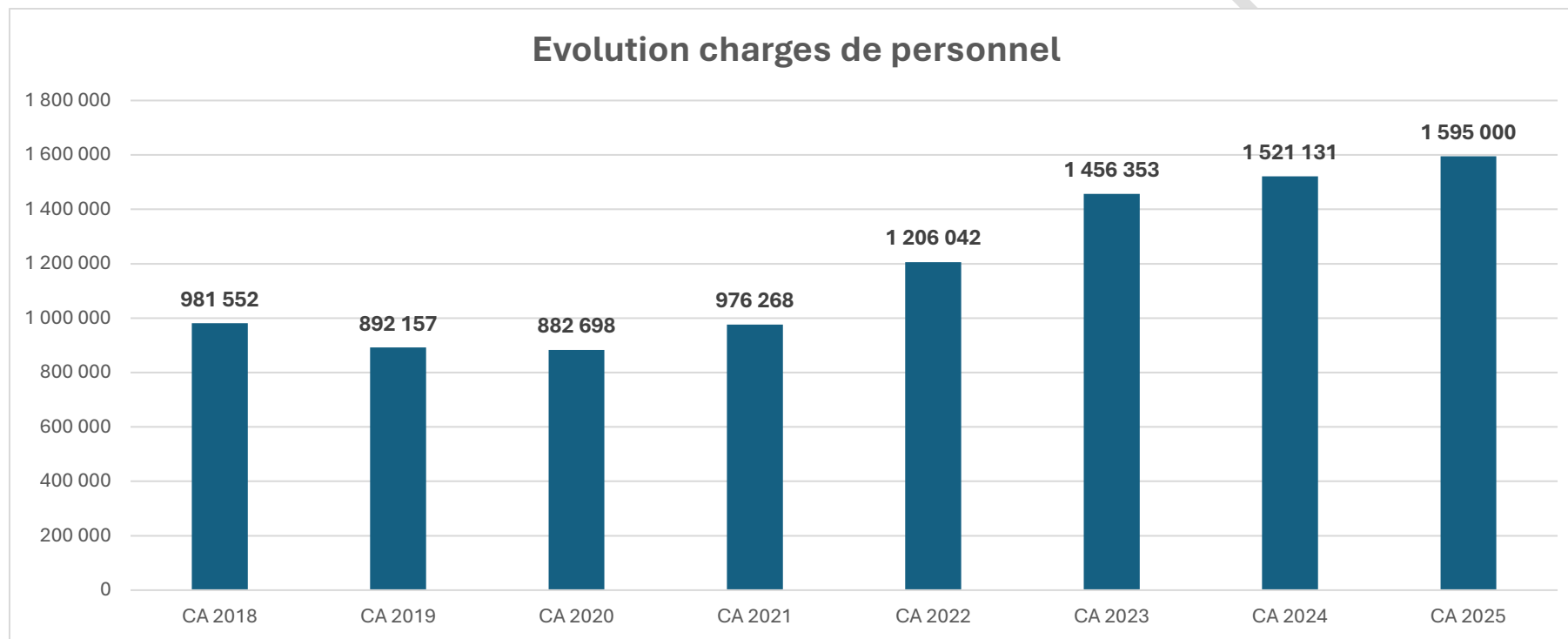
La masse salariale se compose principalement :

- des traitements indiciaires,
- du régime indemnitaire (RIFSEEP, astreintes, sujétions),
- des charges patronales,
- des heures supplémentaires et interventions spécifiques,
- des coûts liés au remplacement des agents absents.

3.3. Facteurs d'évolution

Les principaux facteurs d'évolution pour 2026 sont :

- la poursuite du GVT,
- les ajustements réglementaires nationaux,
- l'intégration de nouveaux besoins en compétences (mobilités, transition écologique),
- la tension du marché du travail nécessitant des efforts d'attractivité,
- la montée en compétences des services existants.



4. Politique de recrutement et attractivité

4.1. Tensions sur le marché du travail

Comme dans de nombreuses collectivités, plusieurs secteurs connaissent des tensions de recrutement : petite enfance, finances, RH, services techniques, ingénierie territoriale. Ces tensions doivent être anticipées pour sécuriser la continuité du service public.

Elles imposent une politique RH proactive et réactive.

4.2. Actions pour améliorer l'attractivité

Pour attirer et fidéliser les agents, la collectivité mobilise plusieurs leviers :

- valorisation du régime indemnitaire dans les limites budgétaires,
- amélioration de la qualité de vie au travail,
- accompagnement des parcours professionnels,
- mobilisation de la formation pour faciliter l'évolution des métiers,

5. Formation et développement des compétences

5.1. Une politique de formation structurée

La formation constitue un outil essentiel pour accompagner l'évolution des métiers et garantir la qualité du service public. Les actions de formation concernent :

- les formations obligatoires,
- les formations métier,
- le renforcement des compétences transversales (management, numérique, réglementation).

5.2. Déploiement de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences GPEC afin d'anticiper les besoins

La communauté de communes devra développer une démarche de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) visant à :

- anticiper d'éventuels départs
- adapter les compétences aux nouvelles exigences (mobilités, transition écologique, numérique),
- favoriser la mobilité interne,
- renforcer la professionnalisation des équipes.

6. Conditions de travail et dialogue social

6.1. Absentéisme

L'absentéisme au sein des services de la Communauté de Communes demeure à un niveau **faible et maîtrisé**, ce qui constitue un indicateur particulièrement favorable du fonctionnement des services et de la qualité du climat social. Les absences observées relèvent majoritairement de situations ponctuelles et légitimes (maladie ordinaire courte, maternité, obligations familiales), sans impact notable sur l'organisation des services.

Ce faible taux d'absentéisme témoigne de l'implication des agents, de la qualité des conditions de travail et de l'efficacité des actions de prévention mises en œuvre par la collectivité. La Communauté de Communes poursuivra l'accompagnement des agents et le suivi des situations individuelles afin de maintenir cette dynamique positive et de prévenir l'apparition de facteurs de risque.

6.2. Santé, sécurité et prévention

La Communauté de Communes accorde une attention particulière à la qualité des conditions de travail, élément déterminant pour préserver le bien-être des agents et garantir la continuité du service public. Cette priorité se traduit par une démarche structurée de prévention et de suivi, fondée sur des outils et actions concrètes.

Le **Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP)** est régulièrement mis à jour, avec une analyse fine des risques propres à chaque service. Cette démarche permet de mettre en œuvre des actions ciblées : amélioration des espaces de travail, modernisation des équipements, organisation des postes, réduction des contraintes physiques, et prévention des risques psychosociaux.

La collectivité veille également à favoriser un environnement de travail équilibré et sécurisé. Des investissements réguliers sont réalisés pour améliorer le confort des agents, qu'il s'agisse de l'ergonomie des postes administratifs, de la sécurité des équipements techniques, ou encore de l'aménagement des locaux dédiés à la petite enfance

Des actions renforcées pour maintenir un faible absentéisme

Le faible niveau d'absentéisme constaté au sein de la collectivité résulte d'une politique volontariste et proactive. Plusieurs leviers majeurs contribuent à ce résultat positif :

- **Un accompagnement individuel des agents** : entretiens réguliers, soutien en cas de difficultés ponctuelles, suivi personnalisé des situations médicales lorsque nécessaire.
- **Une politique de prévention dynamique**, incluant des actions de sensibilisation, la formation des encadrants aux enjeux de santé et sécurité, et le déploiement d'outils permettant de repérer précocement les situations de fatigue ou de surcharge.
- **Des conditions de travail de qualité**, avec une attention particulière portée à l'organisation des plannings, à l'équilibre des charges, à la fluidité des relations internes et à l'amélioration continue des espaces professionnels.
- **Une culture managériale attentive**, fondée sur l'écoute, la proximité et la reconnaissance, contribuant à un climat social apaisé et propice à l'engagement.

Ces efforts contribuent à maintenir une dynamique positive et durable, garantissant un fonctionnement serein des services et limitant les absences non planifiées. La collectivité poursuivra ces actions en 2026 afin de préserver cet équilibre et de continuer à offrir aux agents un cadre de travail stable et de qualité.

6.3. Dialogue social

Le dialogue social demeure un pilier essentiel de la politique RH. Les échanges réguliers avec le du personnel permettent d'accompagner les projets, d'améliorer les conditions de travail et de favoriser un climat social serein au sein des services de la communauté de communes.

6.4. Egalité entre les femmes et les hommes

Depuis le 1er janvier 2016 et conformément à la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, les conseils municipaux 'conseils communautaires des communes (EPCI) de plus de 20.000 habitants doivent examiner, préalablement aux débats sur le projet de budget, un rapport sur « la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes », précise un décret publié au Journal Officiel du 28 juin 2015.

Depuis la loi du 6 Août 2019, un plan d'action pour l'égalité hommes/femmes dans la fonction publique est obligatoire dans les EPCI de plus de 20 000 habitants. Après avoir été présenté en comité technique, le bureau communautaire a adopté ce rapport le 08 novembre 2021 pour une durée de 3 ans.

Le nouveau rapport a été présenté en comité social territorial lors de sa séance du 17 octobre 2025.

Il sera proposé au bureau communautaire de janvier 2026.

Etat des lieux de la parité au 31 décembre 2025

Répartition des effectifs (fonctionnaires et non titulaires sur emplois permanents) par catégorie hiérarchique

149

Sexe	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Total
Femmes	10	9	9	28
Hommes	1	0	0	1
Total	11	9	9	29

7. Orientations RH pour 2026

7.1. Adéquation des effectifs aux projets prioritaires

Les orientations RH pour 2026 visent à accompagner :

- la montée en puissance de la compétence mobilité,
- le déploiement opérationnel du PCAET,
- le développement économique et l'accompagnement entrepreneurial,
- les services à la population.
- Le renforcement du service chargé de la collecte et du traitement des déchets ménagers (ambassadeurs du tri ...)

7.2. Maîtrise de la masse salariale

L'enjeu est de concilier attractivité et soutenabilité en :

- maîtrisant le GVT,
- optimisant les recrutements,
- calibrant précisément les renforts nécessaires,
- adaptant les organisations internes.

7.3. Objectifs prioritaires

Les priorités RH 2026 sont :

- garantir un service public de qualité,
- renforcer l'attractivité et la fidélisation,
- améliorer les conditions de travail,
- professionnaliser les équipes,
- assurer la gestion prévisionnelle des besoins en compétences.

8. Prospective RH 2026-2028

8.1. Impacts financiers anticipés

La prospective RH intégrera :

- les effets futurs des mesures nationales,
- les besoins en personnel liés aux projets,
- la gestion prudente du régime indemnitaire,
- les charges induites par la formation et la GPEC.

8.2. Points de vigilance

La communauté de communes devra prêter attention :

- aux tensions persistantes dans certains métiers,
- à la progression mécanique du GVT,
- aux impacts financiers des réformes statutaires,
- à la complexité accrue de certaines missions.

9. Conclusion du volet RH

Le volet Ressources humaines du Rapport d'Orientations Budgétaires met en lumière l'importance d'une gestion anticipée, équilibrée et responsable des effectifs et de la masse salariale. La trajectoire RH 2026-2028 doit permettre de soutenir efficacement les projets communautaires, tout en garantissant la continuité du service public et la soutenabilité budgétaire. Elle s'appuie sur une politique d'attractivité renforcée, une montée en compétences ciblée et une maîtrise rigoureuse des dépenses.

Conclusion

Le présent Rapport d'Orientations Budgétaires met en évidence les défis auxquels la Communauté de Communes devra faire face en 2026, dans un environnement économique et institutionnel encore marqué par l'incertitude. La progression limitée des recettes, conjuguée à l'augmentation structurelle de certaines dépenses – en particulier la masse salariale, les coûts de l'énergie et les charges liées aux nouvelles compétences – impose à la collectivité une vigilance renforcée et une gestion budgétaire rigoureuse.

Malgré ce contexte, la Communauté de Communes dispose d'atouts solides : une trajectoire financière jusqu'ici maîtrisée, un endettement contenu permettant de conserver des marges de manœuvre, et une dynamique de projets cohérente avec les besoins du territoire. Les orientations proposées pour l'exercice 2026 s'inscrivent dans cette continuité, en veillant à maintenir l'équilibre financier tout en poursuivant les actions prioritaires du mandat.

L'année 2026 constituera également un moment charnière dans la mise en œuvre de plusieurs politiques publiques structurantes : poursuite du PCAET à mi-parcours, déploiement du budget vert, montée en puissance de la compétence mobilité, renforcement de l'offre de services à la population – notamment dans le champ de la petite enfance –, développement économique autour du pôle entrepreneurial « Le Phoenix », et engagements stratégiques dans le cadre de la requalification des friches industrielles (Portes de l'Orne), développement touristique dans le cadre, notamment de l'accompagnement de la SPL « Destination Amnéville » chargée du développement de la Cité des Loisirs d'Amnéville. L'ensemble de ces actions contribuera à conforter l'attractivité du territoire tout en répondant aux enjeux de transition écologique, de cohésion sociale et de développement local.

Dans ce cadre, les choix budgétaires qui seront débattus et arrêtés devront concilier ambition et soutenabilité. La mobilisation des financements externes, l'optimisation des dépenses courantes, la priorisation des

investissements, ainsi que la poursuite d'une gestion rigoureuse des ressources humaines seront indispensables pour préserver une épargne suffisante et garantir la capacité d'investissement de la collectivité sur le moyen terme.

Le débat d'orientation budgétaire qui s'ouvre doit ainsi permettre de partager ces enjeux, d'éclairer les arbitrages à venir et d'affiner les priorités collectives pour l'année 2026. Il constitue une étape essentielle pour assurer la cohérence et la stabilité de l'action intercommunale au service de l'ensemble des habitants du territoire.